
Mémoire en science politique[BR]- Travail écrit : "La chine crée-t-elle une rupture dans la dépendance de l'Amérique latine à l'égard des Etats-Unis ? Le cas du Mexique. "[BR]- Séminaire d'accompagnement à l'écriture

Auteur : Bartholomé, Guillaume

Promoteur(s) : Santander, Sébastien

Faculté : Faculté de Droit, de Science Politique et de Criminologie

Diplôme : Master en sciences politiques, orientation générale, à finalité spécialisée en relations internationales

Année académique : 2019-2020

URI/URL : <http://hdl.handle.net/2268.2/13967>

Avertissement à l'attention des usagers :

Tous les documents placés en accès ouvert sur le site le site MatheO sont protégés par le droit d'auteur. Conformément aux principes énoncés par la "Budapest Open Access Initiative"(BOAI, 2002), l'utilisateur du site peut lire, télécharger, copier, transmettre, imprimer, chercher ou faire un lien vers le texte intégral de ces documents, les disséquer pour les indexer, s'en servir de données pour un logiciel, ou s'en servir à toute autre fin légale (ou prévue par la réglementation relative au droit d'auteur). Toute utilisation du document à des fins commerciales est strictement interdite.

Par ailleurs, l'utilisateur s'engage à respecter les droits moraux de l'auteur, principalement le droit à l'intégrité de l'oeuvre et le droit de paternité et ce dans toute utilisation que l'utilisateur entreprend. Ainsi, à titre d'exemple, lorsqu'il reproduira un document par extrait ou dans son intégralité, l'utilisateur citera de manière complète les sources telles que mentionnées ci-dessus. Toute utilisation non explicitement autorisée ci-avant (telle que par exemple, la modification du document ou son résumé) nécessite l'autorisation préalable et expresse des auteurs ou de leurs ayants droit.



Mémoire en science politique

La Chine crée-t-elle une rupture dans la dépendance de l'Amérique latine à l'égard des États-Unis ? Le cas du Mexique.

PROFESSEUR : GRANDJEAN Geoffrey

PROMOTEUR : SANTANDER Sébastien

BARTHOLOME Guillaume

Master en sciences politiques

Année scolaire 2019-2020

Remerciements

En premier lieu, je souhaiterais remercier mon promoteur, le Professeur Santander

Table des matières

Index des abréviations utilisées :	3
Introduction	4
Méthodologie.....	5
Choix des paradigmes	6
Le réalisme	6
Le néomercantilisme	7
Partie 1 : Etat de l'art.....	8
1.1. Relations USA-ALC : nature et stratégies.....	8
1.2. Relation Chine-ALC : nature et stratégies.....	11
1.3. Relations triangulaires Chine – ALC – USA	19
Partie 2 : Données empiriques.....	27
2.1. Contextualisation des relations Chine-Mexique.....	27
2.2. Bousclement économiques des relations Mexique – USA.....	31
2.3. Analyse des échanges Mexique – USA/Chine	33
Exports.....	34
Imports.....	36
2.4. Analyse des échanges USA – Mexique/Chine	38
Exports.....	38
Imports.....	40
Partie 3 : L'effet libérateur de la Chine au Mexique ?	42
Impact de la pénétration chinoise	44
Bilan sur les dépendances.....	46
Partie 4 : Conclusion	47
Bibliographie.....	49

Index des abréviations utilisées :

ALC : Amérique latine et Caraïbes

ALENA : Accord de libre-échange nord-américain

Introduction

Au début des années 2000, la Chine connaît une explosion de ses relations commerciales avec le reste du monde. C'est notamment le cas pour ses échanges avec l'Amérique latine.

Le sous-continent américain a longtemps été considéré comme l'arrière-cour des Etats-Unis, et son développement économique est fortement lié à ses relations avec son voisin du nord. Avec l'arrivée de la Chine, désormais grande puissance économique mondiale, les contours de la scène internationale bougent. Peut-être l'occasion pour l'Amérique latine de quitter l'état de dépendance qui est le sien vis-à-vis des Etats-Unis ?

Analyser les conséquences de la pénétration chinoise dans toute l'Amérique latine serait trop ardu pour un mémoire ; dès lors, il a été choisi de se concentrer sur le Mexique. De par son statut de pays industrialisé, partenaire historique des Etats-Unis, et important importateur de produits chinois, l'Etat mexicain semblait être un cas d'école intéressant pour étudier la question des nouvelles dépendances et du changement qu'impliquait l'arrivée de la Chine en Amérique latine quant à sa relation avec les USA.

Dans un premier temps sera exposé l'avis des chercheurs sur la nature des relations et les stratégies mises en place d'une part entre les Etats-Unis et l'Amérique latine et d'autre part entre la Chine et l'Amérique latine. Ensuite, la nature des relations triangulaires et l'effet que peut produire l'arrivée d'un nouvel acteur feront l'objet d'une attention particulière. Enfin, deux paradigmes seront choisis. Ils permettront d'analyser la situation au travers d'un point de vue particulier. Le premier, le réalisme, défend l'idée que le rôle de l'Etat est central sur la scène internationale, et que celui-ci cherche à favoriser ses intérêts nationaux, et rien d'autre. Le second développé sera celui du néomercantilisme, ou l'idée que la stratégie économique sert un but politique.

Dans un second temps, les données empiriques seront observées. Il s'agira ici d'étudier les échanges commerciaux (imports/exports) de chaque acteur avec les deux autres, lors de trois années différentes (2001, 2010, 2019). L'idée est de voir l'évolution de ces échanges, et de tenter de faire émerger une interprétation des évolutions de la relation entre les Etats à partir de données économiques.

Enfin, il faudra confronter le point de vue des chercheurs – la théorie – au résultat de nos observations et tenter de répondre à la question « La Chine crée-t-elle une rupture dans la dépendance du Mexique à l'égard des Etats-Unis ? ».

Méthodologie

Pour réaliser ce travail, il a été décidé de commencer par s'intéresser aux relations bilatérales entre les acteurs. Cela permet de mieux comprendre le contexte tant économique que politique dans lequel les acteurs évoluent mais également d'expliquer pourquoi l'on peut parler de dépendance. L'objectif de cette approche n'est évidemment pas de comparer deux relations bilatérales mais de s'appuyer sur ces dernières pour étudier le concept des relations triangulaires. Ainsi, il apparaîtra que ces deux relations sont imbriquées l'une dans l'autre et vues comme interdépendantes. Du reste, un triangle est pourvu de trois côtés : il est donc logique d'observer les deux côtés séparément avant de s'attaquer à l'ensemble du triangle.

Dans cette première partie, on remarquera l'usage de certaines sources qui ne sont pas issues de revues totalement indépendantes, à l'instar du rapport du *Council on Foreign Relations*, qui est un think tank américain cherchant à analyser les relations extérieures des Etats-Unis. Bien qu'il se réclame indépendant, il ne faut cependant pas perdre de vue que les rapports qu'il publie ont vocation à influencer la politique américaine, que l'on peut y retrouver un point de vue assez favorable sur les politiques américaines passées, et que certains membres ont été des proches du pouvoir. Dans la mesure du possible, ces documents ont été utilisés plus comme sources de données factuelles que d'analyses.

De même, il faut constater que très peu d'auteurs et d'articles d'origine chinoise figurent dans la bibliographie. Cela est dû tantôt aux résultats peu fructueux des recherches bibliographiques effectuées pour trouver des points de vue plus « sino-centrés » écrits par des auteurs chinois en anglais, tantôt à la présence assez abondante d'articles et rapports sur le sujet des relations sino-mexicaines ou sino-américaines en général. Une recherche plus longue et plus poussée que celle menée dans ce travail serait nécessaire pour vérifier si une autre vision émerge de la consultation d'articles de chercheurs asiatiques. En revanche, il nous est apparu primordial de lire des publications d'auteurs latino-américains et nord-américains, et ceux-ci se trouvent bien représentés tout au long de ce travail.

Pour les données empiriques, le choix a été fait de se focaliser sur les imports et exports entre tous les acteurs. Durant les recherches, l'asymétrie des échanges est un terme qui ressort souvent, dans le cadre de parallèles avec les relations centre/périphérie, au même titre que les risques de désindustrialisation liés à l'importation massive de produits manufacturés. Il semble donc essentiel de se pencher sur les échanges commerciaux entre acteurs du triangle. Par ailleurs, l'accès aux chiffres d'import/export est relativement aisé et l'utilisation de sites d'organismes officiels comme le Centre du commerce international (ITC) garantit la fiabilité des données. Enfin, les théoriciens du réalisme ayant développé le néomercantilisme insistent sur l'importance du commerce comme outil politique, et il est dès lors incontournable d'analyser ces données. L'utilisation de trois dates clés (2001, 2010, 2019) permet également d'avoir une bonne vision de l'évolution des relations.

Une autre approche pourrait consister à se focaliser sur les investissements. En effet, la Chine est un important fournisseur d'investissements directs (IDE) pour certains Etats d'Amérique latine, plus particulièrement dans le cadre de son projet des nouvelles routes de la soie. Un travail sur cet aspect peut également se révéler intéressant, bien que le Mexique ne soit pas un pays très concerné par les IDE chinois ou partenaire des nouvelles routes de la soie¹.

Choix des paradigmes

Les différentes interprétations et analyses des relations triangulaires dépeignent les acteurs comme se concentrant principalement sur leurs intérêts nationaux. Le triangle est vu comme un espace de lutte d'influence entre puissances rivales, où chacune tente de perdre le moins de terrain possible au profit de l'autre. Santander déclare même que la vision des Etats-Unis concernant le commerce international est celle d'un jeu à somme nulle, où il y a forcément un gagnant et un perdant.

Le réalisme

Cette vision nous semble profondément ancrée dans le paradigme réaliste, qui paraît particulièrement approprié pour décrire les luttes d'influence et l'impact des relations économiques, ainsi que des relations de dépendance. La primauté de l'intérêt national sur le reste et l'importance accordée au respect de la souveraineté par la Chine et l'Amérique latine sont aussi des thèmes que l'on peut raccrocher au courant réaliste.

¹ M.A. MONTOYA, D. LEMUS et E. KALTENECKER, « The Geopolitical Factor of Belt and Road Initiative in Latin America: The cases of Brazil and Mexico », *Latin American Journal of Trade Policy*, 2019, n° 5, pp. 17-18.

S'il est possible de remonter jusqu'à Thucydide et son ouvrage *Les Guerres du Péloponnèse*, à propos de la rivalité entre Sparte et Athènes, ou même d'évoquer l'apport de Machiavel et Hobbes, qui confient leur vision de la situation d'anarchie et d'insécurité au niveau international, c'est au 20^e siècle que le réalisme devient un courant majeur. Les réalistes d'alors, Hans Morgenthau, Raymond Aron, etc. s'opposent alors à l'idéalisme de l'entre-deux-guerres et consacrent le caractère anarchique des relations internationales et le comportement rationnel des Etats. Ceux-ci agiraient par calcul de coût-bénéfice dans le but de maximiser leurs intérêts, leur puissance et leur sécurité. Au sujet de la puissance, Raymond Aron la définit comme « la capacité d'une unité politique d'imposer sa volonté aux autres unités »². Cela renvoie aussi à l'idée que tout discours politique a pour but de servir les intérêts nationaux.

Le néomercantilisme

Le paradigme réaliste néglige cependant les *low politics* (culture, commerce, environnement) pour se concentrer uniquement sur les *high politics* (diplomatie, sécurité). Au milieu des années 1970, les néoréalistes Kenneth Waltz et Robert Gilpin s'inspirent des critiques faites au réalisme pour affiner le paradigme, et mettent notamment en évidence l'importance de l'économie et du conflit économique revêt une importance similaire à un conflit armé. L'analyse de la scène internationale obtient une caractéristique multidimensionnelle et prend désormais en compte la puissance économique, commerciale, mais aussi technologique et les interdépendances qui en découlent. A ce sujet, les enseignements du néomercantilisme de Gilpin³ sont à souligner. Par néomercantilisme, Gilpin entend qualifier l'usage du commerce à des fins politiques. Il est de deux types :

- Le néomercantilisme bénin répond à un besoin interne de protectionnisme de la part du marché intérieur pour garantir la stabilité socio-économique d'un Etat ;
- Le néomercantilisme malin répond à un besoin de puissance de la part de l'Etat, et porte une dimension agressive, tournée vers l'extérieur⁴.

² R. ARON, *Paix et guerre entre les nations*, Paris, Calmann-Lévy, 1984, p. 58.

³ R. GILPIN, « Three Models of the Future », *International Organization*, 1975, vol. 29, n° 1, pp. 37-60.

⁴ M. TELO, *Relations internationales : Une perspective européenne*, Bruxelles, Editions de l'Université de Bruxelles, 2013, p. 74.

Ces évolutions de la pensée réaliste sont essentielles pour permettre à ce travail de quitter le champ des *high politics* et du conflit défini comme automatiquement armé, pour se pencher sur l'aspect plus commercial du problème, tout en restant dans un contexte de rivalité et d'influence.

A l'inverse, il est possible de voir le commerce et l'interdépendance qu'il induit comme vecteur de paix et d'avantages économiques pour les acteurs. C'est l'approche que privilégient Robert Keohane et Joseph Nye⁵. Pour eux, le commerce international est un jeu à somme positive, et il est donc possible d'arriver à une situation où il n'y a que des gagnants. Bien qu'il ne s'agisse pas du prisme privilégié dans ce travail, il paraît important de garder en tête cette conception.

Partie 1 : Etat de l'art

1.1. Relations USA-ALC : nature et stratégies

La relation entre les Etats-Unis et l'Amérique latine est une relation très particulière. D'une part, il s'agit de la région entretenant les relations commerciales les plus étroites avec Washington, et qui reçoit le plus d'investissements de sa part. Sa proximité géographique, qui se manifeste notamment au travers de la frontière mexicaine, fait que la région est souvent liée aux questions sécuritaires des Etats-Unis⁶.

L'influence nord-américaine se fait très vite une place importante dans le sous-continent avec la doctrine Monroe qui rejette l'ingérence des anciennes puissances coloniales européennes en Amérique du Nord et du Sud. Mais c'est surtout le corollaire énoncé par le président Théodore Roosevelt en 1904, et donnant le droit aux Etats-Unis d'intervenir dans les affaires internes de l'Amérique latine, qui souligne la mainmise de l'influence états-unienne dans la région. Celle-ci s'illustrera par plusieurs ingérences durant la guerre froide, à l'instar du coup d'Etat de 1973 au Chili⁷.

Avec la fin de la guerre froide, les priorités états-uniennes en Amérique latine changent. Plutôt que de contenir le communisme et l'ascension des gouvernements de gauche, l'accent est mis sur

⁵ J. NYE, R. KEOHANE, « Transnational Relations and World Politics : An introduction », *International Organization*, vol. 25, no. 3, 1971, pp. 329-349.

⁶ R.E. ELLIS, *La stratégie des États-Unis pour l'Amérique latine et les Caraïbes*, 2017, p. 11.

⁷ L. NARDON, « L'Amérique latine en a-t-elle fini avec la doctrine Monroe ? », in *Ramses 2020 - Un monde sans boussole ?*, Dunod/IFRI, Paris, 2019, p. 94.

l'ouverture des marchés, le renforcement de la démocratie et l'endiguement des flux de drogues illégales sur le territoire nord-américain.

Cette volonté d'ouverture des marchés a donné naissance à plusieurs accords économiques. Parmi ceux-ci, on retiendra particulièrement l'ALENA (Accord de Libre-Echange Nord-Américain), en 1993, et la ZLEA (Zone de Libre-Echange des Amériques), dont les négociations ont commencé en 1994. Le soutien à la démocratie s'est traduit par diverses résolutions mais surtout l'envoi de troupes pour réhabiliter le président Haïtien démocratiquement élu en 1993 ainsi que le soutien diplomatique et la menace de sanctions exercés lors des crises des fragiles démocraties de la région. Force est de constater que parfois, les institutions démocratiques sont dévoyées pour permettre à certains dirigeants de se maintenir au pouvoir plus longtemps qu'ils ne le peuvent (Venezuela, Bolivie). Quant à la *War on Drugs*, elle a également connu son lot d'ingérence, à l'instar de l'invasion du Panama en 1989 pour capturer son chef d'Etat, Manuel Noriega du fait de ses implications dans le trafic de stupéfiants⁸.

Durant les deux mandats de George W. Bush, les politiques américaines dans la région se font plus discrètes, concentrées sur les menaces de terrorisme. Il est reproché à l'administration Bush d'ignorer les besoins de l'Amérique latine, bien que plusieurs initiatives existent, toujours dans l'optique des trois priorités post-guerre froide. Certaines de ces initiatives eurent un succès mitigé au point de porter atteinte à la légitimité des Etats-Unis pour intervenir dans les affaires internes des Etats d'Amérique latine. Déjà, la capacité de la démocratie libérale à procurer sécurité et prospérité est remise en question. Par ailleurs, le sujet d'une profonde réforme de l'immigration USA-Mexique apparaît très vite après la première élection de George W. Bush⁹. Ces vents contraires n'altèrent cependant pas la solidité des relations économiques, et l'Amérique latine fournit toujours aux Etats-Unis une quantité de pétrole bien supérieure à celle fournie par le Moyen-Orient¹⁰.

L'un des points de friction entre le sous-continent et les USA trouve son origine dans le rejet du consensus de Washington. Cette stratégie de développement d'une croissance macroéconomique

⁸ C. BARSHEFSKY, J. SWEIG E. et J. HILL T., *U.S.-Latin America Relations: A New Direction for a New Reality*, Council on Foreign Relations, Washington, 2008., pp. 7-8.

⁹ *Ibid.*, p. 9.

¹⁰ *Ibid.*, p. 12.

passait par la promotion de la libéralisation des échanges et l’ouverture des marchés des pays les plus pauvres et moins développés, catégorie dont l’Amérique latine faisait grandement partie. Derrière cette libéralisation se tenaient des attentes de création d’emplois et de prospérité pour les entreprises américaines, ainsi qu’une foule d’opportunités économiques pour le sous-continent. La réduction de l’immigration illégale était aussi attendue, étant donné que les citoyens pourraient désormais avoir du travail et des biens à des prix moindres grâce à l’ouverture des marchés. Parmi les fers de lance de cette stratégie, on retrouve notamment l’ALENA, grâce auquel le commerce entre ses trois Etats membres – le Mexique, le Canada et les Etats-Unis – a triplé¹¹.

Cependant, les promesses de création d’emplois et de réduction des inégalités n’ont pas été tenues. En cause : le manque de politiques corrigeant les inégalités structurelles de la part des gouvernements latino-américains, mais aussi le maintien de normes gouvernementales états-uniennes empêchant l’Amérique latine d’exporter les biens des secteurs où elle dispose d’un avantage comparatif¹². Cette déception couplée à la crainte de certains Etats, comme le Brésil, de voir leur voisin du nord devenir trop hégémonique, conduira par ailleurs à l’abandon du projet de la ZLEA en 2009¹³.

Le double discours concernant l’importance de la démocratie fait aussi jaser. Déterminé à conserver des régimes amicaux à l’égard des Etats-Unis, Washington ferme parfois les yeux sur certains de ses credo, en particulier celui de soutenir coûte que coûte l’institution démocratique. En saluant le coup d’Etat de Carmona contre Hugo Chavez au Venezuela en 2002, et en s’immisçant dans les élections présidentielles boliviennes le temps d’une mise en garde de la population à l’encontre d’Evo Morales, le gouvernement états-unien est parfois accusé de faire usage d’un double langage¹⁴.

Si la politique américaine est globalement restée la même d’une administration à l’autre, et les objectifs inchangés, la communication, elle, a connu plusieurs évolutions. En 2013, le secrétaire d’Etat John Kerry, sous l’administration Obama, annonçait la fin de la doctrine Monroe – après avoir déclaré quelques mois plus tôt que l’Amérique latine était l’arrière-cour des Etats-Unis.

¹¹ *Ibid.*, p. 17.

¹² *Ibid.*, p. 18.

¹³ I. VAGNOUX, « Les États-Unis et l’Amérique du Sud : des voisins distants », *Politique étrangère*, 2013, n° 4, p. 72.

¹⁴ *Ibid.*, p. 70.

L'annonce avait rencontré un certain succès, mais quelques années plus tard, sous l'administration Trump, le secrétaire d'Etat Rex Tillerson encensait cette même doctrine. Rappelant l'esprit d'indépendance qui animait ses auteurs originels, il mettait l'accent sur le danger que représentait la Chine en ce qu'elle était une « puissance impérialiste qui ne cherchait que le bénéfice de son propre peuple »¹⁵. Malgré la récente prise de pouvoir de plusieurs hommes d'Etat de droite pro-USA en Amérique latine, le nationalisme de Donald Trump a ravivé des relents d'anti-américanisme. Ajouté à la prise d'importance de la Chine en tant qu'acteur économique dans la région, et au tumulte des deux dernières élections présidentielles¹⁶, cette situation crée l'inquiétude quant à la capacité de Washington à maintenir sa domination sur le sud du continent¹⁷.

1.2. Relation Chine-ALC : nature et stratégies

Lorsque l'on parle des relations liant la Chine à l'Amérique latine, les analyses des auteurs divergent quant à leur nature.

Force est de constater que, quelle que soit la position des auteurs, la Chine a eu un impact significatif sur la carte économique du continent. Ses relations ont tout simplement explosé en l'espace d'une décennie et cela pose question. Il y a les optimistes, bien sûr, qui y voient une opportunité commerciale pour le sous-continent et une complémentarité entre les deux économies. D'autres, plus pessimistes, dénoncent l'asymétrie des relations et une reproduction des rapports Nord-Sud/centre-périphérie, menace pour le développement et l'industrialisation. Enfin, les plus modérés admettent l'aspect problématique d'une relation asymétrique mais pensent tout de même que l'Amérique latine dispose ainsi de clés pour questionner son rapport aux Etats-Unis, et la place qu'elle souhaite occuper sur la scène internationale dans ce monde post-hégémonie américaine¹⁸.

Un certain nombre d'analyses voient dans cette relation Chine-Amérique latine une corrélation naturelle entre la forte demande chinoise de ressources naturelles et matières premières et l'Amérique latine qui en regorge. Côté chinois, ce sont majoritairement des produits à forte

¹⁵ « Secretary of State Rex Tillerson – On U.S. Engagement in the Western Hemisphere », *U.S. Embassy in Cuba*, 2 février 2018, disponible sur <https://cu.usembassy.gov/secretary-state-rex-tillerson-u-s-engagement-western-hemisphere/> (Consulté le 30 décembre 2020).

¹⁶ R.E. ELLIS, « La stratégie des États-Unis pour l'Amérique latine et les Caraïbes », *op. cit.*, p. 30.

¹⁷ A. MAIN et M. AZZOU, « L'Amérique latine est-elle toujours l'« arrière-cour » des États-Unis ? », *Revue internationale et stratégique*, octobre 2018, n° 3, pp. 115-116.

¹⁸ M. ARÈS, C. DEBLOCK et T.-S. LIN, « La Chine et l'Amérique latine : le grand chambardement ? », *Revue Tiers Monde*, 2011, n° 4, pp. 65-82.

intensité de capital et de technologie qui sont exportés. En raison de sa forte croissance, la Chine est dans l'obligation de maintenir une consommation élevée de ressources naturelles et de diversifier ses fournisseurs pour une plus grande sécurité. On retrouve ici la logique de *resources seeking* évoquée précédemment. Cette nécessité de sécurisation de l'approvisionnement est liée à trois facteurs : la croissance démographique, l'urbanisation du pays, et le pouvoir d'achat grandissant de la classe moyenne urbaine chinoise¹⁹.

Comme souligné précédemment, l'Amérique latine revêt également une importance quant à la stratégie de pénétration du marché américain par la Chine. En implantant des entreprises, celles-ci ont la double possibilité d'à la fois surveiller l'approvisionnement des matières premières, mais également de faciliter l'entrée des produits chinois sur d'autres marchés. Cette logique de *market-seeking* vise en particulier ceux d'Amérique du Nord, en contournant les mesures protectionnistes vis-à-vis des produits fabriqués en Chine.

Le caractère logique de cette hausse de la demande chinoise est cependant contesté, certains auteurs, comme Matt Ferchen, y voyant plutôt le résultat de la transition économique de l'empire du Milieu vers l'industrie lourde, facteur clé d'accroissement de la demande énergétique. Le déséquilibre structurel du régime de croissance est dénoncé comme la cause de ce besoin gargantuesque de matières premières : une insuffisance de la consommation et un surinvestissement²⁰.

Du côté des chercheurs chinois, on défend la complémentarité « sud-sud » de la relation. La rhétorique chinoise considère sa région et l'Amérique latine comme étant en développement et argue que le partenariat stratégique bénéficie à tous. D'une part, la demande chinoise soutenue de ressources minières profiterait aux économies des pays latino-américains. D'autre part, avec une population de près d'1,4 milliards d'habitants, il s'agit d'un potentiel énorme en tant que marché d'exportation. Enfin, s'il est probable que les ressources naturelles constitueraient l'essentiel des exportations latino-américaines dans un premier temps, il est certain que les bénéfices engendrés permettraient l'amélioration des infrastructures. L'investissement chinois ainsi que l'aide de leurs entreprises de construction serviraient ce même but, et ces nouvelles infrastructures permettraient

¹⁹ *Ibid.*, p. 69.

²⁰ *Ibid.*, pp. 69-70.

in fine une production de biens manufacturés plus importante, plus efficace, et faciliteraient leur transport²¹.

Ce qui est reproché, et relativement admis, est le caractère asymétrique de la relation. La Chine envahit le marché local de produits manufacturés et, en contrepartie, importe une grande quantité de produits de types très limités. Le risque est d'avoir une croissance économique dépendant très majoritairement de la demande d'un seul pays et de subir une re-primarisation ou une désindustrialisation pour les pays les plus au Nord, moins riches en matières premières²², comme le Mexique²³.

Le problème de l'approche macro-économique clamant la complémentarité commerciale au mépris des spécificités politiques, culturelles, ou institutionnelles, serait sa tendance à rendre évident le caractère mutuellement profitable des échanges économiques. A légitimer, voire naturaliser, une relation asymétrique au nom de l'interdépendance et de l'avantage comparatif, qui serait une sorte de passage obligé pour certains Etats, non sans rappeler la relation centre-périphérie. Ce serait oublier que cette interdépendance et cette relation sont le fruit d'une politique extérieure, en l'occurrence chinoise. En effet, les cibles les plus importantes des IDE (investissements directs étrangers) chinois et ses partenaires les plus importants ne sont pas décidés au hasard, mais résultent d'une réflexion économique. Le Venezuela et l'Equateur figurent parmi les plus importants partenaires de la Chine dans la région en raison de leurs importantes réserves énergétiques, tandis que son investissement est moindre au Mexique ou en Amérique centrale, à l'exception du Costa Rica. Ce dernier revêt un intérêt particulier dans une région délaissée pour plusieurs raisons. L'efficacité reconnue de ses politiques environnementales, mais aussi son statut de membre de l'Alliance du Pacifique. En renforçant sa pénétration des marchés centraméricains tournés vers les Etats-Unis, la Chine augmente ses possibilités d'accéder aux marchés nord-américains.

Pourtant, malgré le discours de complémentarité naturelle entre ces régions, l'Amérique latine ne représente finalement qu'une partie assez infime du commerce extérieur chinois, tandis que la Chine devient le 3^e partenaire commercial du continent (derrière les Etats-Unis et l'UE, cependant). Ses IDE restent plus faibles que ceux de l'OCDE et sont en très grande majorité en lien avec

²¹ *Ibid.*, pp. 70-71.

²² *Ibid.*, p. 80.

²³ F. LAFARGUE, « La tentation de Pékin », *Outre-Terre*, 2015, n° 2, pp. 390-391.

l'extraction de ressources naturelles, tandis qu'ils demeurent bas dans le secteur des hautes technologies²⁴.

Sophie Wintgens évoque elle aussi l'engagement chinois dans la politique mondiale au début des années 2000, dans un monde multipolaire. Le point central est la coopération win-win promue par la Chine à destination des pays en développement. Au volet purement économique de la relation, elle adjoint deux autres intérêts. D'une part, la politique de la Chine unique : soit la quête de faire cesser toute relation diplomatique avec Taïwan. D'autre part, la recherche de soutien politico-économique au sein des instances régionales et internationales. Pourvu qu'ils l'aident à atteindre ses objectifs nationaux, les partenaires des pays du Sud recevront une aide au développement non conditionnée politiquement de la part de la Chine ; une différence notable avec les aides au développement des partenaires du Nord²⁵. Ces atours d'alternative au modèle occidental dominant sont notamment soutenus par l'existence des cinq principes de coexistence pacifique énoncés en 1954 par la Chine²⁶, l'Inde et le Myanmar, ainsi que par celle des huit principes d'aide internationale. Les uns comme les autres seront réaffirmés en 1964 par Zhou Enlai – alors Premier ministre de la République Populaire de Chine – dans un discours s'adressant à l'Afrique lors de sa tournée des Etats du continent. Ces principes soutiennent la construction d'une relation respectant l'avantage mutuel, la souveraineté des Etats, la non-ingérence, la lutte contre l'impérialisme et le colonialisme, et l'aide à atteindre l'autonomie²⁷.

La diplomatie chinoise fait appel à une rhétorique basée sur la solidarité entre pays ayant subi et luttant contre l'impérialisme et le colonialisme (légitimité historique), ainsi que sur son image de pays en développement prônant la coopération Sud-Sud (légitimité idéologique) et la volonté de proposer un modèle de développement alternatif (légitimité politique). L'idée est de construire une représentation d'égalité politique et de respect mutuel entre la Chine et ses partenaires du Sud²⁸. La place du *soft power* est donc assez importante dans la conduite des relations internationales

²⁴ S. WINTGENS, « La stratégie chinoise en Amérique latine : entre coopération et hégémonie. Le cas du Brésil », *Revue de la Faculté de Droit de l'Université de Liège*, septembre 2014, vol. 59, n° 2, pp. 314-316.

²⁵ S. WINTGENS et A. ZACHARIE, *La coopération Sud-Sud : le cas de la Chine en Afrique et en Amérique latine*, Editions Au Bord de l'Eau, septembre 2016, p. 158.

²⁶ Ministry of Foreign Affairs of the People's Republic of China, « China's Initiation of the Five Principles of Peaceful Co-Existence », disponible sur <https://www.fmprc.gov.cn/> (Consulté le 28 décembre 2020).

²⁷ S. WINTGENS et A. ZACHARIE, *La coopération Sud-Sud : le cas de la Chine en Afrique et en Amérique latine*, op. cit., pp. 159-160.

²⁸ *Ibid.*, pp. 161-162.

chinoises. Pour renforcer sa position et promouvoir ses intérêts, elle entend faire connaître sa culture, ses traditions, sa langue²⁹.

C'est en ce sens que la Chine fait usage de discours performateurs, dès lors qu' « il importe prioritairement de croire soi-même en la réalité de ses potentialités afin d'en convaincre les autres »³⁰. On peut trouver une illustration dans le septième Livre blanc de la Défense chinois, datant de 2011, lorsqu'il y est affirmé que l'équilibre mondial est en train de changer en raison de la montée en puissance et de l'influence accrue des puissances émergentes³¹.

En 2008, dans son *Policy Paper* concernant l'Amérique latine et les Caraïbes, la Chine promeut quatre objectifs de coopération dans lesquels elle claironne les valeurs de respect mutuel et l'idée de rapport gagnant-gagnant, ce qui n'est pas sans rappeler les principes de coexistence pacifique. Ces objectifs et dimensions prioritaires seront à nouveau mis en avant dans le plan de coopération Chine-Amérique latine pour la période 2015-2019³²³³. Le lancement du Forum de coopération Chine-CELAC, le rôle de contributeur de la Chine à la Banque interaméricaine de développement (BID), l'aide financière que le pays propose, et la trentaine d'instituts Confucius sur le territoire sud-américain font de la Chine un acteur à l'engagement multilatéral et pénétrant la région dans plusieurs dimensions.

Tandis que les bailleurs de fonds traditionnels de l'OCDE insistent sur la protection des droits de l'homme et la gouvernance démocratique en tant que conditions pour les pays candidats à l'aide financière du Comité d'aide au développement, l'aide chinoise n'en impose officiellement aucune et entend répondre aux besoins urgents des demandeurs. Le but affiché est « d'améliorer la productivité industrielle et agricole, d'édifier une fondation solide pour le développement économique et social, d'améliorer le système éducatif et les soins de santé ainsi que, plus

²⁹ S. WINTGENS, « La stratégie chinoise en Amérique latine : entre coopération et hégémonie. Le cas du Brésil », *op. cit.*, p. 307.

³⁰ *Ibid.*, p. 308.

³¹ Yao Jianing, « White Paper 2010 - Ministry of National Defense », 2017., disponible sur http://eng.mod.gov.cn/publications/2017-04/11/content_4778206.htm (Consulté le 10 novembre 2020).

³² S. WINTGENS et A. ZACHARIE, *La coopération Sud-Sud : le cas de la Chine en Afrique et en Amérique latine*, *op. cit.*, p. 163.

³³ CHINA-CELAC FORUM, « China-Latin American and Caribbean Countries Cooperation Plan (2015-2019) », *China-CELAC Forum*, 23 janvier 2015, disponible sur http://www.chinacelacforum.org/eng/zywj_3/t1230944.htm (Consulté le 25 septembre 2020).

récemment, de maîtriser les effets du changement climatique »³⁴. En bref, elle se concentre sur la construction économique et l'indépendance. Pour ce faire, elle mêle commerce, coopération économique et investissements dans les secteurs productifs et non sociaux, et se pose en acteur capable de prodiguer des conseils voire un modèle en matière de réduction de la pauvreté.

Cette série de principes et pratiques de l'aide au développement surnommée « consensus de Pékin », se pose donc comme une alternative au consensus de Washington. Il se veut plus adapté aux besoins locaux et offre une aide sans condition politique ou à même de modifier la structure économique des pays en développement³⁵.

Pour autant, cette coopération Sud-Sud se différencie-t-elle réellement de la coopération Nord-Sud ? S'il est exact d'affirmer que le développement économique de la Chine a créé nombre d'opportunités commerciales, de nouveaux réseaux et d'investissement en Amérique latine, il faut cependant nuancer ses bénéfices. En effet, bien que cette relation commerciale se soit révélée positive pour la diversification géographique des échanges et une augmentation des revenus d'exportations du continent entier, ces exportations se révèlent composées en grande majorité par des matières issues de l'extraction. Les importations de produits chinois, quant à elles, sont bien plus diverses, composées à 91% de produits manufacturés, et donc à plus haute valeur ajoutée³⁶. Un schéma d'exportation qui n'est pas partagé avec les autres partenaires commerciaux : lorsqu'il s'agit du reste du monde, les matières premières font jeu égal avec les produits à faible, moyenne et haute technologie dans les exportations latino-américaine.

Dès lors, force est de constater que la relation Chine-Amérique latine favorise d'une part la spécialisation des pays latino-américains dans l'exportation de matières premières (et donc sa dépendance accrue à la demande et aux prix internationaux les concernant). D'autre part, elle accroît le ralentissement, voire la régression industrielle du continent par l'importation massive de produits manufacturés chinois à prix très concurrentiels, fragilisant le marché local³⁷. Au vu du

³⁴ S. WINTGENS et A. ZACHARIE, *La coopération Sud-Sud : le cas de la Chine en Afrique et en Amérique latine*, op. cit., p. 165.

³⁵ *Ibid.*, pp. 165-166.

³⁶ C.E. para A.L. y el CARIBE, *Primer Foro de la Comunidad de Estados Latinoamericanos y Caribeños (CELAC) y China: explorando espacios de cooperación en comercio e inversión*, s.l., CEPAL, 1 janvier 2015, disponible sur <https://www.cepal.org/es/publicaciones/37577-primer-foro-la-comunidad-estados-latinoamericanos-caribenos-celac-china> (Consulté le 28 septembre 2020).

³⁷ F. LAFARGUE, « La tentation de Pékin », *Outre-Terre*, 2015, n° 2, p. 387.

schéma d'échange commercial, pour Sophie Wintgens, cette relation s'apparente beaucoup à la traditionnelle interdépendance centre-périphérie, ou Nord-Sud, tournant autour des intérêts nationaux chinois³⁸. La différence se situe dans l'image que se forge la Chine dans cette relation, celle d'un grand pays en développement coopérant avec les Etats latino-américains³⁹.

En dépit de cet état de fait, l'aide chinoise est perçue comme indispensable pour surmonter le déficit infrastructurel latino-américain et obtenir plus d'autonomie et de marge de manœuvre en termes de politiques de développement. Une image dont ne jouissent pas les Etats-Unis et les institutions financières internationales, dont les Etats du sous-continent retiennent surtout la conditionnalité et la tendance à libéraliser le commerce⁴⁰. Cela dit, il n'est pas question d'une substitution de l'aide américaine par l'aide chinoise ou d'une acceptation totale des normes chinoises, mais d'une complémentarité, pour l'Amérique latine. De plus, l'augmentation des échanges avec la Chine ouvre des perspectives, si tant est qu'une utilisation judicieuse en est faite, sans pour autant neutraliser le risque de désindustrialisation. Pour profiter de ces nouvelles opportunités, une stratégie régionale cohérente est nécessaire, toujours selon Sophie Wintgens⁴¹.

Eric Farnsworth souligne l'aspect mercantiliste des relations économiques entretenues par la Chine. Cependant, il ne lui attribue comme objectif principal que celui de permettre au parti chinois au pouvoir d'y demeurer en menant à bien ses intérêts nationaux, et non le développement des pays du Sud, ou la projection du pouvoir chinois, bien qu'il admette qu'une influence politique se créera naturellement avec le renforcement des liens économiques, comme on peut le constater avec l'arrêt des relations diplomatiques avec Taïwan. Ce que Farnsworth entend par mercantilisme, c'est l'achat massif de ressources naturelles et matières premières par la Chine dans le but de produire de la valeur dans son marché pour finalement exporter des produits à valeur ajoutée menaçant le marché local et les chaînes de valeur, en particulier des pays manufacturier comme le Mexique. Ces pays, qui disposent de moins de ressources éveillant l'intérêt chinois, sont véritablement dépendants de l'économie nord-américaine à la fois comme principal marché d'exportation pour

³⁸ S. WINTGENS et A. ZACHARIE, *La coopération Sud-Sud : le cas de la Chine en Afrique et en Amérique latine*, *op. cit.*, p. 168.

³⁹ S. WINTGENS, « La stratégie chinoise en Amérique latine : entre coopération et hégémonie. Le cas du Brésil », *op. cit.*, p. 334.

⁴⁰ S. WINTGENS et A. ZACHARIE, *La coopération Sud-Sud : le cas de la Chine en Afrique et en Amérique latine*, *op. cit.*, p. 171.

⁴¹ *Ibid.*, p. 172.

les biens et services, mais aussi en tant qu'investisseur et bailleur. La récession due à la crise de 2008 a donc fait beaucoup de mal à ces pays qui ont vu leurs échanges avec les Etats-Unis s'amenuiser. Pendant ce temps, parmi les pays exportateurs de ressources naturelles, la croissance résultant du commerce avec la Chine a également comme effet de ne pas pousser à la réforme des structures économiques du pays et à l'industrialisation – en effet, pourquoi changer une recette qui marche ?⁴²

Par ailleurs, les compagnies chinoises ne respectent pas certaines normes régissant l'activité des investisseurs américains et des bailleurs de fonds traditionnels, comme celles touchant à la corruption ou à l'emploi prioritaires d'autochtones au lieu d'expatriés. L'emploi créé par la Chine, en revanche, est majoritairement dévolu aux expatriés. Du reste, les investissements chinois, contrairement aux américains, ne s'embarrassent pas de connaître la situation politico-socio-économique locale et ne sont pas voués à donner d'impulsions pour la changer. L'attitude américaine à cet égard, quoique parfois taxée de paternaliste, est considérée comme bienveillante par l'auteur. Il est également curieux de constater que certains pays latino-américains font de leur rapprochement avec la Chine une priorité nationale, tandis qu'était décrié l'accaparement des ressources naturelles par les Etats-Unis. Un comportement prédateur parfois tenus comme responsable du sous-développement du continent mais qui se confond avec la posture de la Chine d'aujourd'hui⁴³.

Pour étayer ces explications, il est bien sûr nécessaire de regarder les données empiriques. En 2012, la Chine devenait le 4^e plus gros plus marché d'exportation du Mexique et sa seconde plus grosse source d'importations. L'Amérique latine et les Caraïbes, en revanche, sont loin de tenir un rôle aussi important auprès de la Chine, bien qu'essentiels à sa croissance⁴⁴. Par ailleurs, l'importante concentration de produits de haute technologie importés par le sous-continent contraste avec la concentration de matières premières exportées vers la Chine ; une structure d'échange complètement différente de celle qu'entretient l'Amérique latine avec le reste du monde, plus

⁴² E. FARNSWORTH, « The New Mercantilism: China's Emerging Role in the Americas », *Current History*, février 2011, vol. 110, n° 733, pp. 56-61.

⁴³ *Ibid.*

⁴⁴ E.D. PETERS, « Relations Between Latin America and the Caribbean and Chine. Trade and Strategic Relations in a World in Transition », in *Latin America, the Caribbean and China: sub-regional strategic scenarios*, FLACSO, San José, 2015, pp. 21-49.

diversifiée. Les investissements chinois cadent aussi la structure industrielle de la région, puisqu'entre 2000 et 2012, 89% des investissements étaient liés aux matières premières⁴⁵.

1.3. Relations triangulaires Chine – ALC – USA

Ce mémoire a trait à la question des nouvelles dépendances. Il s'agit de savoir si un Etat A, en créant des liens avec un Etat B, modifie les relations de celui-ci avec un Etat C. Dès lors, il est nécessaire de connaître les diverses interprétations de ce genre de relations « triangulaires ». Il sera parfois fait usage d'un acteur absent de la question de recherche : l'Union européenne. Par son arrivée en Amérique latine, l'UE a créé le terme du « triangle atlantique », décrivant la relation liant l'Amérique latine, les Etats-Unis, et l'Union. Il semblait donc utile d'utiliser la littérature la concernant pour mieux comprendre comment fonctionnent ces relations triangulaires et l'impact de l'arrivée d'un nouvel acteur sur une relation existante.

Pour les chercheurs Garcia, Cota et Juanjuan, la relation entre le Mexique, les Etats-Unis et la Chine peut être considérée comme triangulaire, en ce sens que les interactions entre le Mexique et les USA, la Chine et les USA et le Mexique et la Chine, sont liées et s'impactent les unes les autres⁴⁶.

Dans leur analyse, l'hypothèse selon laquelle l'intégration commerciale entre le Mexique et les Etats-Unis ne serait pas menacée par l'arrivée de la Chine est mise à l'épreuve.

Au sein même de l'ALENA, les relations entre le Mexique et les Etats-Unis sont déjà très asymétriques. Le Mexique se repose en effet grandement sur ces derniers en tant que marché d'exportation et d'importation, tandis qu'il occupe une place nettement moins importante pour Washington. L'accession de la Chine à l'OMC crée une première perturbation dans ce schéma, en diminuant ces échanges du Mexique vers les USA. Mexico finira par être dépassé par la Chine en tant que second plus gros fournisseur des Etats-Unis en 2003, et elle jouira de la même importance auprès du Mexique lui-même. De même, alors que de nombreuses entreprises américaines avaient

⁴⁵ A. BONILLA et P. MILET (éds.), *Latin America, the Caribbean and China: sub-regional strategic scenarios*, San José, FLASCO, 2015, XXXp.

⁴⁶ J.G. GARCÍA, J.E.M. COTA et Z. JUANJUAN, « The impact of China on Mexico-USA Relations: Economic Evolution and Strategic Possibilities », *Análisis Económico*, 2015, vol. 30, n° 75, pp. 29-43.

établi des unités de production et usines d'assemblage au Mexique, celles-ci ont été progressivement transférées en Chine, entraînant une augmentation du chômage mexicain⁴⁷.

D'après les auteurs, il serait cependant erroné d'attribuer à la Chine la seule responsabilité de ces changements commerciaux en Amérique du Nord. D'abord parce que la Chine se concentre sur les secteurs à forte intensité de main d'œuvre et ne concurrence pas tant les exportations mexicaines qui sont surtout focalisées sur l'électronique, l'automobile ou les équipements de télécommunication. De plus, grâce à sa position géographique et à l'ALENA, le Mexique a un avantage en termes de coûts de transport, qualité de travail et protection intellectuelle. Enfin, la forte présence de biens de consommation chinois donne une impression trompeuse de raz-de-marée « *made in China* » sur le marché. S'il y a bien une relation de compétition par moments entre les deux Etats, ils disposent cependant tous les deux des mêmes opportunités et jouent à jeu égal⁴⁸.

L'accession de la Chine à l'OMC a également eu un impact sur l'intégration des Etats membres de l'ALENA, dont le commerce intra-membres a connu un ralentissement de la croissance au profit de celle du commerce sino-américain. Là aussi, il s'agirait d'un impact plus limité que ce qui est présenté, selon les chercheurs. En effet, si l'on regarde la répartition des parts des échanges globaux des Etats-Unis, la Chine représente 14% des échanges en 2012, tandis que le Mexique et le Canada combinés atteignent 29%. La réflexion suppose donc que le chemin est encore long, pour la Chine, avant de menacer l'importance de l'ALENA dans le marché américain. Ce serait cependant nier le fait que, sans l'aide du Canada, le Mexique ne représente pour le marché américain que 12,9% en 2012, dans un partenariat long de plusieurs dizaines d'années⁴⁹. En revanche, les USA représentaient toujours, à cette époque, une part écrasante du marché d'importation mexicain (66,3%, contre 9,2% pour la Chine). Il est également vrai d'admettre que les tensions au sein de l'accord sont également dues à des divergences entre les membres, et non à la seule pénétration chinoise.

La relation avec les USA pourrait pourtant souffrir du rapprochement entre le Mexique et la Chine. Economiquement très dépendant de son voisin du nord, le Mexique cherche des alliés pour rééquilibrer la relation, et la Chine y voit un intérêt dans l'influence qu'il exerce en Amérique

⁴⁷ *Ibid.*, pp. 32-33.

⁴⁸ *Ibid.*, pp. 34-35.

⁴⁹ *Ibid.*, p. 36.

centrale et latine. Du point de vue des auteurs, il est même d'utilité publique que le Mexique cherche à développer des relations économiques en dehors de l'Amérique du Nord. D'autant que la Chine se développe surtout pour augmenter le niveau de vie moyen de sa population, et non pour des objectifs de politique internationale. Le développement de la Chine et de ses relations crée pour les autres pays des défis économiques mais surtout des opportunités. Selon les chercheurs, plus de coopération ainsi qu'un plus grand investissement politique entre les Etats-Unis, le Mexique, et la Chine permettraient de contrôler les risques liés à l'interdépendance, et de créer une relation « win-win »⁵⁰.

Néanmoins ce n'est qu'assez récemment que des liens se sont noués plus fortement entre le Mexique et la Chine. Dès lors, quand bien même la croissance des échanges est importante, il apparaît improbable qu'ils puissent porter atteinte à la relation Mexique-USA. En termes de statistiques, la Chine affichait en 2013 19 millions de dollars d'IDE au Mexique, contre 101 milliards de dollars de la part des Etats-Unis. Les échanges commerciaux sont également bien plus minces. On notera la grande disparité entre les exportations chinoises au Mexique (61 milliards) et les exportations mexicaines en Chine (6,5 milliards). Celles-ci sont sans commune mesure avec l'équilibre des échanges entre les Etats-Unis et le Mexique, légèrement à l'avantage des exportations mexicaines⁵¹.

Avec les visites de Xi Jinping et la nouvelle qualification de la relation comme « partenariat stratégique », la Chine compte approfondir la relation et a pointé la nécessité de solutionner le déséquilibre de la balance commerciale. Quoiqu'il arrive, cela n'aura que peu ou pas d'impact sur la relation que les Etats-Unis entretiennent, toujours détenteur du leadership dans ses liens avec la Chine et le Mexique. En revanche, cela souligne encore le besoin de plus de coopération et d'accords entre les pays du triangle⁵².

Plutôt que la Chine, c'est parfois les Etats-Unis eux-mêmes qui sont pointés du doigt lorsque l'on parle d'une dégradation des relations avec l'Amérique latine. Et si la Chine a pu prendre le pas sur

⁵⁰ *Ibid.*, p. 38.

⁵¹ *Ibid.*, p. 40.

⁵² *Ibid.*, pp. 40-42.

le Mexique dans le cadre du marché du secteur manufacturier américain, c'est grâce à son investissement dans son propre secteur manufacturier et ses politiques publiques d'expansion⁵³.

Pour d'autres chercheurs, comme Sébastien Santander, le terme de « relation » triangulaire est trompeur. En partant du triangle UE-Amérique latine-USA, il souligne l'absence d'accords et d'entente existant entre les acteurs, conduisant à une situation de concurrence entre les politiques, d'où son rejet du terme « relation »⁵⁴.

A partir des années 1980, l'UE tente d'élargir sa sphère d'influence à l'Amérique latine en misant sur la création d'institutions interrégionales multidimensionnelles. C'est une période de prolifération des conflits en Amérique centrale et l'UE entend y répondre par le pacifisme et la création de liens régionaux, face à l'approche interventionniste des Etats-Unis. En soutenant la création d'organisations régionales, elle espérait exporter son modèle de développement, accroître sa visibilité ainsi que consolider ses intérêts économiques. C'était aussi l'occasion de s'établir comme acteur du développement de l'Amérique latine qui jusqu'alors était surtout lié dans une relation d'autorité avec les Etats-Unis. Une fois la Guerre froide finie, ceux-ci vont répondre à cette incursion en améliorant leurs accords commerciaux ainsi qu'en concluant plus de traités de libre-échange, notamment l'ALENA en 1994, pour renforcer le marché américain et tenir la concurrence européenne à l'écart⁵⁵.

S'engage un jeu de ping-pong politico-économique dans lequel les deux acteurs présents sur le terrain de l'Amérique latine adaptent leurs partenariats, accords, et stratégies l'un en fonction de l'autre. L'Union européenne se concentre sur la coopération régionale, pilier de sa politique en Amérique latine, en promouvant la création de zones de libre-échange, d'unions douanières et de marchés communs. Elle finance aussi des programmes de coopération liés à une problématique précise (Euroclima pour la lutte contre le changement climatique⁵⁶, Erasmus+ pour la mobilité,...). Avec les sommets UE-CELAC (Communauté d'Etats latino-américains et Caraïbes), un lien

⁵³ C. WISE et V. CHONN CHING, « Conceptualizing China–Latin America relations in the twenty-first century: the boom, the bust, and the aftermath », *The Pacific Review*, septembre 2018, vol. 31, n° 5, pp. 553-572.

⁵⁴ S. SANTANDER, « The Atlantic Triangle in the era of China's rising power in Latin America », in *China and the EU in the Era of Regional and Interregional Cooperation. The Belt and Road initiative in a comparative perspective*, Enjeux internationaux/International Issues, Bruxelles, Peter Lang, 2020, pp. 239-256.

⁵⁵ *Ibid.*, pp. 240-241.

⁵⁶; « EUROCLIMA+: Combatting climate change in Latin America | Capacity4dev », s.d., disponible sur [/capacity4dev/articles/euroclima-combatting-climate-change-latin-america](https://capacity4dev/articles/euroclima-combatting-climate-change-latin-america) (Consulté le 7 décembre 2020).

institutionnel est établi au niveau gouvernemental. Le nombre et l'étroitesse des liens créés ont fait de l'Union européenne le deuxième plus important partenaire du continent, après les Etats-Unis, et premier pourvoyeur d'IDE (784,6 milliards d'euros en 2017⁵⁷).

Les intérêts économiques des Etats-membres sont nombreux en Amérique latine. Il leur serait donc dommageable que les USA, dont les accords bilatéraux avec les Etats de la région se sont multipliés, y portent atteinte. De même, l'Amérique latine craint depuis toujours d'être enfermée dans une relation de dépendance exagérée avec Washington. Ces deux inquiétudes expliquent l'intensification des rapports entre l'UE et le sous-continent : une mécanique de *soft balancing* de l'influence américaine mise en place par les deux acteurs⁵⁸⁵⁹. On peut voir ici l'illustration de cette concurrence entre acteurs dont les politiques servent à contrebalancer l'influence des uns et des autres, et à préserver l'intérêt national, d'après Santander.

Une dynamique confirmée par l'arrivée de la Chine dans l'équation au début du millénaire, alors que les relations entre l'Amérique latine et ses deux partenaires occidentaux s'étiolent et que d'autres puissances (émergentes ou non) investissent la région. L'empire du Milieu a vu ses échanges avec l'Amérique latine passer de 10 à 250 milliards de dollars en 15 ans, a dépassé l'UE en tant que deuxième plus important partenaire d'échange et est même devenu le plus important partenaire commercial de certains Etats, à l'instar du Brésil⁶⁰.

La Chine a procédé à de nombreux investissements, dans les secteurs miniers, pétroliers, et des transports principalement, et a prêté 100 milliards de dollars en 10 ans. En outre, ses représentants officiels ont effectué plusieurs visites diplomatiques et eux aussi ont établi des liens politico-institutionnels. En témoignent sa présence à de nombreux fora et sa participation à l'Inter-American Development Bank (IDB) dont les meetings sont d'ailleurs tenus en Chine. Ces institutions revêtent une importance particulière liée au projet des nouvelles routes de la soie, dont la réalisation implique d'importants investissements de plusieurs dizaines de milliards de dollars dans des

⁵⁷ Joint Communication to the European Parliament and the Council European Union, Latin America and the Caribbean: joining forces for a common future

⁵⁸ S. SANTANDER, « Vers un accord d'association de libre-échange interrégional UE/Mercosur : mirage ou réalité ? », in *Génération TAFTA. Les nouveaux partenariats de la mondialisation*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2018, p. 121.

⁵⁹ S. SANTANDER, « The Atlantic Triangle in the era of China's rising power in Latin America », *op. cit.*, p. 243.

⁶⁰ G.G. MÜLLER *et al.*, « The EU-Latin American Strategic Partnership: state of play and ways forward », [REVUE, N°, DATE]., p. 34.

infrastructures latino-américaines. De plus, cette forte présence a pour but de faciliter l'obtention du statut d'économie de marché afin de ne plus être la cible de mesure anti-dumping. Statut que lui refusent les Etats-Unis et l'UE, mais que l'Argentine et le Brésil lui ont concédé. Par ailleurs, certains pays comme le Panama ou le Costa Rica ont rompu les relations diplomatiques avec Taïwan suite à l'approfondissement de leurs relations avec Pékin, ce qui n'a pas manqué de provoquer la désapprobation de Washington. Un autre exemple de l'influence exercée par la Chine sur les relations que peut entretenir un pays sud-américain avec ses partenaires peut être trouvé au Venezuela, où Pékin a pris parti pour Maduro lors de la crise vénézuélienne de 2019-2020. La Chine souhaitant protéger ses intérêts économiques au Venezuela, elle craint qu'un changement de régime n'affecte ces derniers, et soutient donc le président sortant. Des avis contraires ont émergé de la part des Etats-Unis, de l'UE mais aussi de plusieurs Etats du continent, suite au scandale des élections qualifiées de frauduleuses. Cette démarche proactive sur la scène internationale a le vent en poupe depuis l'arrivée de Xi Jinping à la tête du pays en 2012, et tranche singulièrement avec la précédente approche où la Chine se contentait de faire profil bas⁶¹.

L'administration Trump a également été un facteur modificateur des relations au sein du triangle atlantique. La doctrine *America first* a conduit à une politique nationaliste et protectionniste sur la scène internationale, et s'est traduit par une tendance à désertier ou rejeter les institutions internationales quelle que soit leur importance. Ce repli sur soi engendrant un désintérêt pour l'Amérique latine a fait la part belle à la diplomatie chinoise. De récents virages à droite de certains gouvernements latino-américains, le Brésil en tête, lui font malgré tout opposition. En effet, ces derniers ont accru la méfiance envers leur partenaire oriental et la volonté de renforcer la coopération avec leur voisin du nord⁶².

La dernière décennie avait été assez négative pour la relation UE-Amérique latine. La faute à une fragmentation du régionalisme latino-américain aboutissant à une favorisation par l'UE des relations individuelles avec les Etats du continent. Mais cette attitude américaine agressive et les craintes vis-à-vis de l'incursion chinoise ont joué en faveur du rapprochement UE-Amérique latine, basé sur une vision partagée des relations internationales teintées de multilatéralisme et de coopération et un régionalisme ouvert, pro-marché. A tel point qu'un rapprochement entre

⁶¹ S. SANTANDER, « The Atlantic Triangle in the era of China's rising power in Latin America », *op. cit.*, pp. 244-247.

⁶² *Ibid.*, pp. 248-249.

l'Alliance pacifique et le Mercosur est envisagé, ainsi que la signature d'un protocole d'entente entre l'UE et l'Alliance pacifique. L'Union multiplie également les visites officielles dans les Etats et dans les organisations multilatérales, à l'instar du CEPALC (Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes)⁶³.

En développant sa présence en Amérique latine, jusqu'alors chasse gardée des Etats-Unis, l'Union européenne a posé les bases de ce qui allait être le triangle atlantique. Triangle car elle maintenait néanmoins d'importants liens économiques et politiques avec les USA. Toutefois, Santander déclare qu'il ne s'agit ici en aucun cas d'un espace de valeurs partagées dans lequel les acteurs qui le composent agiraient de manière coordonnées ou concertées sur la scène internationale. Il s'agit uniquement d'un environnement de concurrence qui détermine les actions de ces trois acteurs en Amérique latine, et les relations que le sous-continent entretient avec les deux autres. L'arrivée de la Chine et sa relation asymétrique avec l'Amérique du Sud ne fait que confirmer cette vision. Celle-ci a entraîné des modifications dans les politiques des uns et des autres pour éviter de perdre du terrain et limiter les conséquences politiques et économiques qui leur seraient défavorables sur la scène internationale (comme la non-reconnaissance de Taïwan ou l'obtention du statut d'économie de marché pour la Chine)⁶⁴.

Dans un article de 2018, Sophie Wintgens soulève la menace que pèsent les normes politico-économiques diffusées par la Chine sur le projet d'intégration et de gouvernance régionale promu par l'Union européenne en Amérique latine. Elle présente les deux puissances comme acteurs d'une concurrence normative dans le but d'élargir leur influence sur le continent sud-américain. L'influence des acteurs est décrite ici comme « l'impact de leur représentation du monde, d'eux-mêmes et de leur place dans ce monde sur les préférences et les comportements des autres acteurs du système international »⁶⁵.

La contribution d'Arthur Whitaker à la conceptualisation du triangle atlantique est d'abord évoquée, qui suppose un partenariat tacite entre les Etats latino-américains pour contrebalancer la puissance oppressive des Etats-Unis, mais c'est la vision de rivalité entre l'UE et Washington quant

⁶³ *Ibid.*, pp. 250-251.

⁶⁴ *Ibid.*, pp. 252-253.

⁶⁵ S. WINTGENS, « Chine-Amérique latine et Caraïbes : Un défi normatif pour l'Union européenne ? », *Politique européenne*, septembre 2018, n° 2, p. 137.

à l'Amérique latine et les Caraïbes, développée par Santander, qui est favorisée. Le triangle, devenu quadrilatère depuis l'arrivée de la Chine, en tant qu'espace de concurrence. Une concurrence qui serait le fait d'une réflexion stratégique de l'Amérique latine dans le but de diversifier ses dépendances et de réduire les influences extérieures en les faisant s'opposer.

A la fin des années 1980, l'Union européenne va rentrer dans la danse et tenter d'y promouvoir son modèle d'intégration, notamment pour s'affirmer en tant qu'acteur international différent des États-Unis. La stratégie utilisée est le soutien au multilatéralisme, mais vise surtout à se positionner en fédérateur extérieur de la région latino-américaine selon la logique du *building bloc*. Cela consiste pour un nombre limité d'États « à construire un projet régional reposant sur des stratégies et des institutions communes dans l'objectif de pouvoir agir d'une seule voix par rapport à toute une série de dossiers de politique internationale »⁶⁶. Il s'agit bien sûr d'une stratégie porteuse des valeurs et normes européennes. Les bailleurs de fonds traditionnels pour la coopération au développement, comme l'OCDE, mettent également l'accent sur des normes telles que la protection des droits de l'homme, ou la gouvernance démocratique. L'idée est que le progrès économique soit suivi par un progrès politique et social.

Le projet de coopération Sud-Sud mutuellement bénéfique prôné par la Chine, en revanche, ne porte pas officiellement de volonté d'influer sur l'intégration régionale, l'agenda politique ou les réglementations économiques régionales, et se présente comme pragmatique. Au début des années 2000, les valeurs de non-ingérence et de respect de la souveraineté trouvent un écho auprès de la nouvelle gauche latino-américaine, dont les hommes d'État sont favorables à la mise en place d'une coopération capable de réduire leur dépendance envers le marché américain. Avec le temps, le dialogue s'est enrichi d'une coopération régionale grâce à divers fora, comme le Forum de coopération Chine-CELAC, qui n'est pas sans rappeler les sommets UE-CELAC⁶⁷.

Le projet de relation interrégionale de l'UE se voit bousculé par l'arrivée de la Chine (entre autres facteurs conjoncturels, comme la crise de 2008). Le marché européen, comparé à l'expansion du marché chinois et ses promesses d'engagement, paraît bien plus difficile d'accès pour certains de ses partenaires, comme le Mexique ou le Mercosur. Depuis 2012, les échanges commerciaux avec

⁶⁶ *Ibid.*, p. 140.

⁶⁷ *Ibid.*

le Mercosur périclitent, passant de 92,3 milliards d’euros à 77,1 milliards en 2019⁶⁸. Cette diminution est à la fois due au recul économique européen et à la prise d’importance de la Chine sur le territoire. Le commerce intra-régional promu par l’UE sur le sous-continent en général a aussi subi une diminution. A cela, il faut ajouter la décroissance des prêts issus des institutions européennes et, à l’opposé, l’augmentation de ceux provenant de Chine. S’ils ne posent effectivement pas de conditions politiques préalables, ceux-ci appliquent le principe rejeté par les pays membres de l’OCDE qui implique de se fournir auprès de l’investisseur plutôt que suivant le meilleur marché⁶⁹.

L’auteure conclut en arguant que la stratégie chinoise ne porte pas préjudice à la compétitivité européenne, quoiqu’elle sape ses efforts de convergence normative en matière de commerce, de transparence, etc. Elle peut être perçue, comme la stratégie européenne, comme conditionnée à l’imposition de pratiques et normes leur étant avant tout favorables. Par ailleurs, le plurilatéralisme dont fait preuve l’Europe pour pallier les ralentissements de sa stratégie interrégionale n’est pas sans rappeler les pratiques américaines. Or, dans une dynamique où les trois acteurs – Etats-Unis, UE et Chine – entendent participer au développement de l’Amérique latine et y diffuser leurs normes, et où la stratégie de plusieurs pays du sous-continent n’est pas de remplacer un partenaire par un autre mais bien de les rendre complémentaires, développer une approche qui ne ressemble à aucune autre semble essentiel pour éviter une concurrence frontale⁷⁰.

Partie 2 : Données empiriques

2.1. Contextualisation des relations Chine-Mexique

Tandis que Pékin s’était auparavant cantonné à une diplomatie essentiellement culturelle vis-à-vis de l’Amérique latine, à partir de 1978 et une longue période de quasi-autarcie, le gouvernement chinois mené par Deng Xiaoping lance une série de réformes économiques d’ouverture de la Chine à l’étranger. Les effets ne tarderont pas à se manifester, avec une augmentation du poids du commerce extérieur chinois, qui progresse chaque année d’environ 30% en moyenne entre 1978 et

⁶⁸ Commission Européenne, « Mercosur - Trade - European Commission », 2020, disponible sur <https://ec.europa.eu/trade/policy/countries-and-regions/regions/mercosur/> (Consulté le 13 décembre 2020).

⁶⁹ S. WINTGENS, « Chine-Amérique latine et Caraïbes : Un défi normatif pour l’Union européenne ? », *op. cit.*, p. 159.

⁷⁰ *Ibid.*, p. 163.

1985, mais également une augmentation de son importance dans le produit national brut (4,6% en 1978 contre 12,9% en 1985)⁷¹.

Cette ouverture induira deux changements majeurs. D'une part, l'ouverture aux capitaux étrangers – tant attirés par la compétitivité économique chinoise que le pays y gagnera son image d'usine du monde. D'autre part, l'internationalisation des firmes chinoises, qui s'illustrera au travers de partenariats commerciaux, de fusions et acquisitions, et d'opérations d'investissements dans des actifs d'infrastructures nouvelles. Si cette dynamique n'est pas nouvelle pour certains Etats d'Amérique latine, ce n'est que depuis 2010 que la région entière occupe une place majeure en tant que destinataire des investissements directs étrangers (IDE) chinois⁷².

L'ouverture aura également pour effet d'accroître la dépendance extérieure du pays quant aux sources d'approvisionnement des matières premières, désormais nécessaires en grande quantité pour satisfaire sa croissance et celle du niveau de vie de sa population, mais aussi la nécessité de soutien politique dans sa compétition à la reconnaissance internationale avec Taïwan.

Deux logiques d'investissements apparaissent lorsque l'on observe l'activité chinoise en Amérique latine : les IDE de type *resources-seeking*, et les IDE de type *market-seeking*. Dans le cas de la première, le but est d'obtenir des ressources au prix le plus bas possible et éviter la fluctuation des prix sur le marché. Dans le cas de la seconde, l'objectif est de pénétrer des marchés étrangers pour contourner des barrières commerciales et obtenir une technologie plus avancée, une marque reconnue, etc.⁷³ Naturellement, ces deux logiques ne s'appliquent pas avec la même intensité pour tous les Etats. La région profite d'un regain d'intérêt chinois, dès lors qu'elle comporte un grand nombre d'Etats riches en matières premières, ressources naturelles et ressources agroalimentaires (Brésil, Chili, Pérou), mais également la majorité des Etats reconnaissant Taïwan (surtout en Amérique centrale)⁷⁴. De plus, il s'agit d'un marché de plus de 600 millions d'habitants et donc potentiels consommateurs. Enfin, certains pays détenteurs d'accords commerciaux avec l'Amérique du nord pourraient être de nouvelles portes d'entrée vers ce marché (Mexique).

⁷¹ F. GIPOULOUX, « Chine : L'ouverture à l'étranger », *Tiers-Monde*, 1986, vol. 27, n° 108, pp. 825-841.

⁷² S. WINTGENS, « La stratégie chinoise en Amérique latine : entre coopération et hégémonie. Le cas du Brésil », *op. cit.* p. 311

⁷³ *Ibid.*, p. 312.

⁷⁴ A. BONILLA et P. MILET, *op. cit.*, p. 13.

Si l'on est passé d'une diplomatie culturelle à économique, elle reste prudente et fidèle à l'esprit des « *Four No's* », caractéristique de la doctrine chinoise post-guerre froide. Ces quatre « non » sont liés au refus d'hégémonie, de politique de puissance, de course à l'armement et d'alliances militaires. Une traduction de l'attitude prudente de l'Etat qui s'invite dans ce qui est parfois considéré comme l'arrière-cour des Etats-Unis. Cette même attitude sera répétée dans les années 1990 au travers de l'expression « ascension pacifique » (devenu depuis lors « développement » pacifique, afin d'obtenir une connotation moins agressive). Ce terme décrit l'objectif de renaissance de la civilisation chinoise en participant au commerce international et en augmentant sa part de richesse mondiale sans menacer les acquis des puissances établies⁷⁵.

La Chine fait preuve d'une politique hybride, mêlant le renforcement de liens bilatéraux privilégiés et la participation aux dynamiques de régionalisation. Elle y prend part en nouant des dialogues politiques avec les différentes entités étant liées à ces dynamiques, comme le Mercosur ou la Communauté andine des nations. Elle y participe aussi en s'investissant dans des institutions politiques et économique-financières, à l'instar de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC) et de la Banque interaméricaine de développement (BID) dont elle est membre effectif depuis 2008. Parfois, c'est elle-même qui crée de nouveaux forums multilatéraux, comme la Forum de coopération entre la Chine et la CELAC en 2014⁷⁶.

En 2001, la Chine devient membre de l'OMC. Jusqu'en 2007, année qui marquera le début de la crise financière et économique mondiale, les entreprises chinoises sont en quête de matières premières qui permettront à l'Amérique latine de dégager de larges bénéfices. Les forts liens commerciaux et multiples accords préférentiels signés avec des Etats riches en ressources naturelles contribuent à voir l'attitude de l'empire du Milieu être taxée de *dollar diplomacy*⁷⁷, désignant l'utilisation de leviers économiques et financiers afin de profiter des bonnes grâces d'un Etat. Plusieurs Etats s'engagent d'ailleurs à reconnaître à la Chine le statut d'économie de marché

⁷⁵ S. WINTGENS, « La stratégie chinoise en Amérique latine : entre coopération et hégémonie. Le cas du Brésil », *op. cit.*, pp. 318-319.

⁷⁶ *Ibid.*, p. 320.

⁷⁷ V. SANDI MEZA, « Latin America – China relations in a world in transition : A case study of Central America », in A. BONILLA et P. MILET, *Latin America, the Caribbean and China: sub-regional strategic scenarios*, FLACSO, San José, 2015, pp. 143-156., p. 145.

(que l'OMC lui accordera officiellement en 2016), entraînant une limitation de l'usage des mesures anti-*dumping* à l'égard des produits chinois⁷⁸.

Dès 2007, les balances commerciales penchent cette fois au profit de la Chine et en 2012 seuls le Chili, le Brésil, le Venezuela et le Pérou bénéficient encore d'un excédent commercial. Le Mexique est l'Etat le plus impacté par ces échanges, et affiche un déficit atteignant la quasi-totalité de celui du continent entier vis-à-vis de la Chine. De plus, des multinationales chinoises étendent leurs chaînes de valeur en Amérique latine en procédant à des acquisitions stratégiques de marques locales (IDE de type *market-seeking*), en construisant des usines d'assemblage – en particulier dans le secteur automobile – pour faciliter la pénétration dans la région⁷⁹.

Néanmoins, l'action multilatérale chinoise ne convainc pas tout le monde. De par la favorisation de certains Etats (les plus riches en matières premières) aux dépens d'autres, la Chine fragiliserait l'intégration régionale. De plus, ses exportations grandissantes combinées à l'importation massive de ressources naturelles fait planer le spectre de la reprimarisation de l'économie latino-américaine, malgré les espoirs et opportunités du commerce chinois « comme alternative à la traditionnelle domination économique et politique américaine »⁸⁰. Ce terme renvoie aux relations historiques centre-périphérie, où les pays de ladite périphérie étaient économiquement dépendants de l'exportation de matières premières vers les pays du centre, industrialisés, lesquels exportaient des produits manufacturés à la périphérie, ralentissant sa propre industrialisation.

De son côté, la Chine présente sa stratégie comme fédératrice et rejette l'idée de se confronter aux Etats-Unis dans le cadre d'une dynamique de puissance, en n'affichant aucune position politique claire quant à la coopération avec l'Amérique latine, laquelle use de lois protectionnistes pour limiter l'impact de la course sino-occidentale à ses ressources⁸¹.

Avec l'échec des projets comme la Zone de Libre Echange des Amériques (ZLEA) et la montée de la gauche en Amérique latine, les politiques libérales du Consensus de Washington sont rejetées par un nombre croissant. Ce rejet est accentué par la prise de distance des Etats-Unis, plus

⁷⁸ S. WINTGENS, « La stratégie chinoise en Amérique latine : entre coopération et hégémonie. Le cas du Brésil », *op. cit.*, p. 312.

⁷⁹ *Ibid.*, p. 313.

⁸⁰ *Ibid.*, p. 321.

⁸¹ *Ibid.*, p. 322.

préoccupés par les questions sécuritaires en particulier à partir de septembre 2001. La politique volontariste chinoise et l'effet de la croissance de l'empire du Milieu sur le prix des matières premières et la demande mondiale représentent à ce moment une alternative financière viable, qui permettrait de se passer des institutions financières telles que le FMI ou la Banque mondiale, et de combiner compétitivité et souveraineté. D'autant que la part du commerce intra-régional subit une diminution entre 2000 et 2009⁸².

Pékin tente également d'instaurer un changement de dynamique dans l'économie mondiale en faisant émerger le yuan en tant que monnaie commerciale à la place du dollar. C'est le cas notamment en Amérique latine, où elle a signé des accords d'échange de devise avec le Brésil et l'Argentine.

En dépit de leur discours contestataire ou tout du moins désireux d'une alternative quant à l'ordre mondial et sa logique économique dictée par les USA, la Chine et l'Amérique latine restent en réalité très concentrées sur ses plus gros partenaires, les Etats-Unis et l'UE. Cela peut se voir lorsque l'on assiste aux timides prises de positions (ou à leur absence) de la Chine quand elle tisse et renforce ses liens économique-politiques avec l'Amérique latine, ou au discours de certains politiciens latino-américains⁸³.

2.2. Bousculement économiques des relations Mexique – USA

Pour soutenir notre analyse, il faut se tourner vers les données empiriques. Pour tenter de comprendre si, par son arrivée assez récente et néanmoins fulgurante, la Chine aurait altéré la relation tant économique que politique entre l'Amérique latine et son voisin du nord, les échanges commerciaux vont être particulièrement passés au crible. L'objectif est de vérifier si la Chine a bousculé la structure classique des échanges entre les deux partenaires, pour le meilleur comme pour le pire, et si cela a entraîné une perte de marché, de puissance économique, etc.

Pour illustrer ces rapports et leurs impacts, nous utiliserons le Mexique comme cas d'école. Cet Etat a la particularité d'être un partenaire de longue date des Etats-Unis, et dont la relation a connu

⁸² *Ibid.*, p. 323.

⁸³ *Ibid.*, p. 334.

d'importantes perturbations ces derniers temps, mais aussi un important partenaire de la Chine sur le continent sud-américain.

Pour toutes ces raisons, il nous apparaissait donc être un choix judicieux pour être le témoin de l'impact de la pénétration chinoise sur une relation de longue date avec un allié de grande envergure.

En 2000, le Mexique se situait en haut du classement des pays latino-américains ayant le plus d'échanges avec la Chine. Il est cependant à noter qu'il s'agit essentiellement du fait des importations mexicaines, massives par rapport aux produits mexicains débarquant sur le marché chinois, faisant du Mexique le pays détenant le plus gros déficit commercial de l'Amérique latine. En 2016, celui-ci atteint 64 milliards de dollars, soit environ 85% du déficit commercial ALC-Chine⁸⁴.

Influencée par l'école de la dépendance et les théories des relations centre-périphérie, la plupart des pays latino-américains a rejeté la doctrine de l'économie libérale prônée par les grandes puissances occidentales pour lancer l'ambitieuse industrialisation visant la substitution à l'importation. Et tandis que le secteur manufacturier peinait à prendre de la valeur et à devenir une part importante des exportations latino-américaines, Mexico réussit cette transition vers une industrie manufacturière exportatrice. La stratégie porta ses fruits jusqu'aux années 1970, où le taux de croissance avoisinait les 6%, mais dans les années 1980, le Mexique se tourna finalement vers le consensus de Washington et signa l'ALENA en 1994. La politique industrielle d'Etat fut abandonnée, et la tâche d'acquisition de technologies pour le secteur manufacturier fut laissée aux entreprises étrangères, majoritairement américaines. Si les exportations se sont envolées et que les IDE ont afflué dans le secteur industriel, la croissance de l'Etat mexicain ne dépassa jamais les 2,4% de 1994 jusqu'à l'explosion de la Chine. Par ailleurs, les politiques économiques libérales concédées par le Mexique ont laissé le pays à la merci de l'agressive politique exportatrice de la Chine. Et si, comparé aux autres Etats latino-américains, le Mexique semble jouir d'un avantage comparatif semblable à celui de la Chine, son avantage technologique est le fait d'intrants

⁸⁴ C. WISE et V. CHONN CHING, « Conceptualizing China–Latin America relations in the twenty-first century: the boom, the bust, and the aftermath », *op. cit.*, p. 4.

développés surtout en Chine, assemblés au Mexique, et exportés à l'extérieur, rendant Mexico toujours dépendant de Pékin⁸⁵.

En 2003, la Chine dépassait le Mexique en tant que partenaire des Etats-Unis. De 2008 à 2013, 27% des exportations manufacturières mexicaines étaient considérées comme menacées par la compétition chinoise, signifiant que la part mexicaine des importations manufacturières américaines diminuait pendant que la part chinoise augmentait. En 2016 la Chine représentait 9,8% du total des échanges du Mexique en exportant majoritairement des équipements électriques à forte valeur ajoutée, tandis que seuls 2% des exportations mexicaines atteignaient Pékin. Parmi celles-ci, on ne trouvait que 14% d'exportations de ce même secteur à forte valeur ajoutée. Même au niveau des IDE chinois, le Mexique reste bien en-dessous des autres économies émergentes du sous-continent, et il accuse depuis 1993 une balance commerciale négative avec l'empire du Milieu⁸⁶. Carol Wise et Victoria Chonn Ching considèrent que cette situation relève de la responsabilité des politiques publiques mexicaines qui n'ont pas su se renouveler et n'ont fait que se parer de protectionnisme pour tenter d'endiguer la vague chinoise, une attitude passive symptomatique du comportement d'autres Etats d'Amérique latine face à la montée de la Chine.

Dans le but de pouvoir percevoir une évolution des relations commerciales du Mexique avec ses deux partenaires, il a été décidé de prendre en compte trois périodes sur les 20 dernières années, à savoir 2001, 2010, et 2019. 2001 est la dernière année que la Chine passera sans être membre de l'OMC et se situe à l'aube du boom des relations économiques chinoises avec l'Amérique latine. L'année 2010 est, d'après les chiffres, l'année où les relations commerciales entre le Mexique et les USA ont repris leur croissance après le creux de la crise de 2008. Quant à 2019, il s'agit tout simplement de l'année aux données les plus récentes et ayant éprouvé les politiques commerciales protectionnistes américaines et chinoises.

2.3. Analyse des échanges Mexique – USA/Chine⁸⁷

Cette section poursuit plusieurs objectifs. En premier lieu, observer les exportations mexicaines aux USA, afin de voir si une diminution a eu lieu et vérifier si celle-ci est corrélée à l'augmentation

⁸⁵ *Ibid.*, p. 15.

⁸⁶ *Ibid.*, pp. 15-16.

⁸⁷ « Trade Map - Trade statistics for international business development », s.d., disponible sur <https://www.trademap.org/Index.aspx> (Consulté le 18 décembre 2020).

des exportations chinoises aux USA, dans la section correspondante. Il faudra aussi vérifier si elle n'est pas le fait d'une augmentation des exportations mexicaines en Chine, qui pourrait devenir un partenaire de choix pour Mexico.

En se penchant sur les importations mexicaines, on cherche à savoir si les Etats-Unis auraient subi une perte de leur importance dans leur rôle de fournisseurs de produits au Mexique. Si tel est le cas, il faudra vérifier si cela est lié à une montée en puissance de la Chine vis-à-vis de ce même rôle.

Exports

Lorsque l'on s'intéresse au cas du Mexique, force est de constater que ses exportations aux Etats-Unis et en Chine sont sans commune mesure. L'équivalent en marchandises de 6,8 milliards de dollars US est exporté vers la Chine, contre 358,9 milliards vers les USA, soit 76% des exportations totales du pays. Cette valeur absolue n'a par ailleurs jamais cessé d'augmenter, mis à part en 2009, conséquence de la crise qui réduit de près de 50 milliards de dollars les exportations mexicaines aux Etats-Unis. L'autre décroissance a lieu en 2015 et 2016, due à la lourde baisse des exportations de pétrole conséquemment à l'exploitation par les USA du gaz de schiste⁸⁸. Néanmoins, même si la valeur absolue des exportations Mexique-USA n'a pratiquement jamais diminué, on constate un recul dans l'importance qu'elles occupent par rapport à l'ensemble des exportations mexicaines. Entre 1993 et 2000, les exportations vers les Etats-Unis connaissent une croissance ininterrompue, jusqu'à atteindre 88% des exportations totales du Mexique. Cela correspond au changement de politique mexicaine, qui s'intéresse beaucoup plus à ses voisins du nord en entrant dans l'ALENA⁸⁹.

Une diversification des échanges a lieu, mais l'Europe et l'Amérique latine sont ceux qui en profitent le plus. Il est cependant à noter qu'entre 2001 et 2019, l'ampleur des exportations Mexique-Chine a été multipliée par presque 20. Malgré cela, difficile de voir en quoi la Chine pourrait représenter un quelconque danger pour la place qu'occupent les Etats-Unis en tant que plus gros marché d'exportation du Mexique.

⁸⁸ F. LAFARGUE, « La tentation de Pékin », *op. cit.*, p. 385.

⁸⁹ J.J. RAMÍREZ BONILLA et F.J. HARO NAVEJAS, « Mexico-China relations in a new era of regional integration », in A. BONILLA et P. MILET, *Latin America, the Caribbean and China: sub-regional strategic scenarios*, FLACSO, San José, 2015, p. 201

Les secteurs majeurs d'importations pour la Chine ne sont, du reste, pas exactement les mêmes que pour les USA. Seules les automobiles correspondent à un secteur commun aux importations des deux puissances, à des degrés très différents ; le secteur représente 28% des importations depuis le Mexique vers les Etats-Unis, contre 19% vers la Chine.

	Exportations du Mexique				
	2001	2010		2019	
	En Mds USD	En Mds USD	augment. 2010/2001	En Mds USD	augment. 2019/2010
Vers les USA					
Automobiles	24,557	41,060		100,597	
Machines mécaniques	20,121	36,481		69,727	
Machines électriques	40,332	59,940		68,897	
Combustibles minéraux	9,445	34,657			
Autres	41,918	66,720		119,649	
TOTAL	136,373	238,858	75%	358,870	50%
	2001	2010		2019	
	En Mds USD	En Mds USD	augment. 2010/2001	En Mds USD	augment. 2019/2010
	Vers la Chine				
Automobiles	P.M.	0,640		1,283	
Machines mécaniques	P.M.	P.M.		0,453	
Machines électriques	P.M.	P.M.		0,652	
Combustibles	P.M.	1,332			
Minerais	P.M.	1,028		2,681	
Autres	0,384	1,195		1,785	
TOTAL	0,384	4,195	992%	6,854	63%

Imports

Le constat est très différent lorsque l'on se penche sur les importations. Si, en dépit de son importante évolution, l'exportation vers la Chine joue un rôle mineur dans les échanges commerciaux mexicains, ce n'est pas le cas pour ses importations.

Dans ce domaine-là encore, ce sont les Etats-Unis que l'on retrouve en tête du classement avec un total de 206 milliards de dollars de marchandises importées par le Mexique en 2019, soit 44,1% de ses importations totales, tandis qu'il représentait 48% en 2010 et 67% en 2001. La Chine, elle, représente en 2019 17,8% des importations totales du Mexique, avec une valeur totale de 83 milliards de dollars de marchandises importées. Une évolution relativement minime, comparée à l'année 2010 où elle représentait déjà 15%, mais un bond de géant par rapport à 2001, où elle ne représentait que 2%.

Il est intéressant de noter que les deux seuls types de marchandises représentant plus de 10% des exportations chinoises au Mexique sont les machines, appareils et matériels électriques et leurs parties ainsi que les machines, appareils et engins mécaniques. Deux types de produits qui représentent également plus de 10% des exportations américaines au Mexique. Il ne serait donc pas interdit de penser qu'une concurrence existe entre les deux puissances concernant ces produits.

Les équipements électriques ainsi que les machines et appareils mécaniques figurent tous deux en haut du classement des importations majeures du Mexique, suivis par les automobiles qui représentent à peine 10% en 2019 et en 2001. Dans ces deux premières catégories, on peut observer une diminution de l'importance des Etats-Unis en tant que fournisseur. En 2001, une large majorité de l'équipement électrique ainsi que mécanique provient du partenaire de l'ALENA avec respectivement 66% et 59% des importations. La Chine, elle, n'atteint pas 5%. Les chiffres changent déjà du tout au tout lorsque l'on se penche sur l'année 2010, où Washington n'est pourvoyeur que de 26,5% de l'équipement électrique mexicain, et 40% du mécanique. Pékin devient en revanche la source de respectivement 30,6% et 22,8% des mêmes catégories. Enfin, 2019 voit une nouvelle baisse, quoique légère, dans la part de marché des entreprises américaines, avec 22,3% et 36,9% dans les deux mêmes catégories. Les entreprises chinoises fournissent désormais 33,3% et 24,4% des équipements cités plus haut.

S'il est à noter que la tendance est globalement à la baisse vis-à-vis de l'importance dont jouissent les Etats-Unis en tant que principaux fournisseurs de biens au Mexique, cette observation doit être tempérée. En dépit de cette perte d'importance, les exportations américaines au Mexique n'ont cessé de croître sur la période 2001-2019, même si la catégorie des machines, engins et appareils électriques a connu une sévère baisse (28,5 milliards en 2001 contre 21,2 milliards en 2019). On peut donc dire que les échanges entre le Mexique et les Etats-Unis n'ont pas décliné, mais bien son importance en tant qu'exportateur des catégories de produits les plus importées au Mexique. Quant à la Chine, tant ses échanges commerciaux que son importance vis-à-vis des importations mexicaines sont allés en grandissant, en particulier concernant les machines, engins et appareils électriques.

Importations du Mexique						
2001		2010		2019		
En Mds USD	En % du total des import. de ce type	En Mds USD	En % du total des import. de ce type	En Mds USD	En % du total des import. de ce type	
En provenance des USA						
Machines électriques	28,50	66,0%	18,80	26,5%	21,20	22,3%
Machines mécaniques	16,20	59,0%	18,90	40,0%	28,50	36,9%
Automobiles	11,80	69,0%	13,50	55,0%	20,30	40,4%
Combustibles					36,00	88,0%
Autres	57,60		94,30		100,11	
TOTAL	114,10	67,8%	145,50	48,3%	206,11	44,1%
En provenance de Chine						
Machines électriques	1,39	3,0%	21,76	30,6%	31,55	33,3%
Machines mécaniques	0,68	2,5%	10,66	22,8%	18,85	24,4%
Autres	1,96		13,20		32,65	
TOTAL	4,03	2,4%	45,61	15,1%	83,05	17,8%

2.4. Analyse des échanges USA – Mexique/Chine

En s'intéressant aux exportations américaines au Mexique et en Chine, le but est de voir si, d'une part, la Chine rachèterait en partie des ressources également nécessaires au développement du Mexique et serait donc en concurrence avec ce dernier en tant qu'acheteur. D'autre part, il s'agirait de savoir si les Etats-Unis exportent plus qu'auparavant en Chine et si cela allait de pair avec une diminution des exportations vers le Mexique, qui aurait perdu de l'intérêt en tant que marché.

La question des importations américaine est au moins aussi importante. Il s'agit de savoir si Mexique et Chine se font concurrence sur le marché américain, et l'impact que ce scénario pourrait avoir sur le Mexique dont il s'agit du plus grand marché d'exportation.

Exports

Ici encore, on peut voir une similitude entre les exportations vers la Chine et le Mexique, qui comportent toutes deux, chaque année, les deux mêmes catégories dans la majorité de leurs échanges – à savoir l'équipement mécanique, et l'électrique. Ces deux types de produits occupent toutefois une place plus importante au sein des échanges USA-Mexique, même s'il y a eu une

croissance pour les exportations des engins mécaniques, et une diminution pour celles des engins électriques.

L'impressionnante croissance des échanges commerciaux avec la Chine est également à noter. Entre 2001 et 2019, la valeur totale des exportations des Etats-Unis vers l'empire du Milieu a été multipliée par 5,5. L'essentiel de cette avancée a été fait entre 2001 et 2010, les exportations n'ayant augmenté que de 16% entre 2010 et 2019, année qui subit une nette réduction des exportations par rapport à 2018 (106 milliards de dollars contre 120). C'est là le contrecoup de la politique *America first*. Bien qu'il y ait une volonté de maximiser les exportations, l'importante réduction des importations de la part des Etats-Unis provoque des réactions protectionnistes chez certains partenaires commerciaux⁹⁰. Les exportations USA-Mexique ont bénéficié d'une croissance stable d'une décennie à l'autre, passant de 101,3 milliards de dollars en 2001 à 256,4 milliards en 2019, faisant du Mexique une cible d'exportations deux fois plus importante que la Chine.

⁹⁰ S. SANTANDER, « The Atlantic Triangle in the era of China's rising power in Latin America », *op. cit.*, p. 248.

	Exportations des USA				
	2001	2010		2019	
	En Mds USD	En Mds USD	augment. 2010/2001	En Mds USD	augment. 2019/2010
Vers le Mexique					
Machines mécaniques	14,587	24,741		44,521	
Machines électriques	24,750	31,627		41,735	
Combustibles				34,109	
Autres	61,958	107,296		136,009	
TOTAL	101,295	163,664	62%	256,374	57%
	2001	2010		2019	
	En Mds USD	En Mds USD	augment. 2010/2001	En Mds USD	augment. 2019/2010
	Vers la Chine				
Machines électriques	3,432	11,524		14,428	
Machines mécaniques	4,052	11,219		12,771	
Navigation	2,445			10,459	
Graines		11,036			
Autres	9,252	69,350		68,968	
TOTAL	19,181	91,910	379%	106,626	16%

Imports

En premier lieu, il convient de noter que la Chine et le Mexique exportent en majorité les mêmes catégories de produits aux Etats-Unis (les équipements électriques et mécaniques à nouveau). Une exception est visible : la plus importante exportation mexicaine – les automobiles – ne rencontre pas de concurrence chinoise comparable. Si les deux Etats ont vu leurs exportations vers les Etats-Unis croître, la Chine a bénéficié d'une augmentation plus rapide, en particulier vis-à-vis de l'équipement électrique, dont la valeur totale des exportations vaut le double de celle du Mexique.

Deuxièmement, au même titre que les exportations USA-Chine, en 2019, les importations chinoises aux USA ont connu une lourde baisse de près de 100 milliards de dollars après une forte croissance jusqu'à 2018. Il faut, là encore, y voir le résultat des politiques de Trump ayant pour but de diminuer les importations depuis l'étranger et en particulier la Chine⁹¹.

⁹¹ *Ibid.*, p. 248.

Lorsque l'on regarde la part de marché qu'occupent les deux Etats vis-à-vis des importations de Washington, on constate là aussi plusieurs évolutions.

D'une part, l'ordre d'importance des catégories de produits importés a été plusieurs fois modifié. Les trois catégories étudiées, car représentant à la fois plus de 10% dans les importations américaines mais aussi dans les exportations des deux autres acteurs, sont les machines et engins mécaniques, électriques, et les automobiles.

Les machines et engins mécaniques, qui trustent le haut du classement importations en 2019, ont été importés à plus de 10% par le Mexique en 2001. Ce taux d'importation a suivi une évolution relativement stable pour arriver à 17,5% en 2019. Pour la Chine, un impressionnant écart se situe entre la situation en 2001, où elle ne fournissait que 8,5% des importations de ce type, et 2010, où le pourcentage bondit jusqu'à 33,3%. La forte réduction des échanges sino-américains de 2019 se fait là aussi sentir sur la part d'importation d'engins mécaniques chinois, qui retombe à 24,9%.

L'équipement électrique, deuxième plus grosse importation étatsunienne de 2019 mais qui n'occupait que la troisième place au début des années 2000, était fourni à hauteur de 21,7% en 2001 par le Mexique, un pourcentage qui n'a cessé de diminuer jusqu'à atteindre 18,1% en 2019. Là encore, une nette augmentation des exportations chinoises a pu être constatée durant la première décennie, avec un passage de 12,7% à 35,5%, pour finir à 36,6%, soit plus de deux fois la part du Mexique.

Enfin, l'automobile, secteur dans lequel seul le Mexique fait autorité, attendu que cela représente moins de 10% des exportations chinoises, est fournie en 2019 à 32,9% par Mexico. Deux fois plus qu'en 2001. Il faut cependant noter que ce secteur représentait, de peu, moins de 10% des importations américaines en 2010, comparé aux deux autres types de produits qui se sont toujours maintenus au-delà de cette limite. L'importance de Mexico dans le domaine de l'automobile s'explique notamment par la présence de nombreuses usines d'assemblage américaines au Mexique, en raison des prix plus compétitifs. Des pièces sont importées depuis les Etats-Unis, assemblées au Mexique, puis réexportées chez son voisin du nord.

	2001		2010		2019	
	En Mds USD	En % du total des import. de ce type	En Mds USD	En % du total des import. de ce type	En Mds USD	En % du total des import. de ce type
En provenance de Chine						
Machines électriques	19,70	12,7%	93,30	35,5%	128,80	36,6%
Machines mécaniques	13,70	8,5%	85,10	33,3%	94,60	24,9%
Médical					29,20	
Jouets	12,20		26,20			
Autres	56,70		178,40		219,90	
TOTAL	102,30	9,0%	383,00	19,5%	472,50	18,4%
En provenance du Mexique						
Automobiles	26,30	16,5%	40,40	21,7%	101,90	32,9%
Machines mécaniques	18,20	11,3%	33,80	13,2%	66,30	17,5%
Machines électriques	33,40	21,7%	54,10	20,6%	63,90	18,1%
Combustibles	10,10	8,3%	34,10	9,4%		
Autres	43,30		69,80		129,20	
TOTAL	131,30	11,5%	232,20	11,8%	361,30	14,1%

Toutefois, s'il existe toujours une asymétrie – tant dans les échanges que dans les investissements – qui peut rappeler les anciens travers des économies latino-américaines et les relations centre-périphérie, certains auteurs arguent que la situation est complètement différente désormais, car la région s'est considérablement industrialisée. Pour preuve, les produits manufacturés représentaient, pour la période 2000-2016, 78,4% des exportations mexicaines⁹². Malheureusement, leur compétitivité par rapport à la Chine est nettement moindre et le marché local en souffre.

Partie 3 : L'effet libérateur de la Chine au Mexique ?

Au vu des données récoltées, peut-on affirmer que la Chine a effectivement créé une rupture dans la dépendance du Mexique à l'égard des Etats-Unis ?

⁹² C. WISE et V. CHONN CHING, « Conceptualizing China–Latin America relations in the twenty-first century: the boom, the bust, and the aftermath », *op. cit.*, pp. 6-7.

L'hypothèse de ce mémoire est la suivante : la Chine a en effet amoindri la dépendance du Mexique à l'égard du marché états-unien, et donc l'importance du rôle que jouent les Etats-Unis pour le Mexique. Cependant, cela fait germer une nouvelle relation de dépendance avec la Chine, certes moins importante mais nettement plus asymétrique. Ce faisant, cela pourrait créer un risque de déstabilisation de la situation politico-économique de l'Etat mexicain, si cette relation était mal gérée.

Il est nécessaire, d'une part, de se rappeler de la nature de la relation entre le Mexique et son voisin du nord afin de comprendre pourquoi on peut parler de dépendance et pourquoi une réduction pourrait s'opérer. Par la suite, l'impact qu'a eu la Chine sur la relation liant ces deux acteurs sera étudié, avant de conclure sur l'état de la dépendance entre le Mexique et les Etats-Unis.

Comme mentionné au début de ce travail, les Etats-Unis ont joui durant de longues années d'une autorisation d'ingérence dans la région qu'ils se sont eux-mêmes accordée au travers de la doctrine Monroe. Cela s'est matérialisé notamment par l'impact sur la lutte contre le narcotrafic au Mexique, menée de manière sanglante par les deux précédents présidents mexicains avec la bénédiction des Etats-Unis, lesquels ont d'ailleurs acquis à ce sujet une sorte de droit de véto sur les modifications de stratégie concernant la lutte anti-drogue⁹³.

Mais c'est surtout sur leurs liens économiques que nous nous sommes penchés dans ce travail. Persuadée des bienfaits du libre-échange, Washington a cherché à libéraliser tous les marchés mondiaux, à commencer par ceux de ses plus proches partenaires. C'est chose faite avec le Mexique et le Canada, en 1994, lorsque l'ALENA est mis en place. L'accord lie notamment l'industrie automobile mexicaine en imposant que 62,5% de la valeur des voitures soient fabriqués en Amérique du Nord⁹⁴.

Ces ingérences et prise de poids dans les politiques voisines traduisent les objectifs que se sont fixés les Etats-Unis pour le bien de Washington : avoir des voisins stables, démocratiques, et acquis à leur cause.

L'arrivée de Trump a donné un coup de pied dans les relations entre le Mexique et les Etats-Unis. Parmi ses actions les plus célèbres, on peut trouver la renégociation de l'ALENA. Cette

⁹³ J. G. CASTAÑEDA et A. PROENZA, « Le Mexique et les États-Unis », *Pouvoirs*, 2019, n° 4, p. 141., p. 147.

⁹⁴ L. NARDON, « L'Amérique latine en a-t-elle fini avec la doctrine Monroe ? », *op. cit.*, p. 97.

renégociation n'a pas remanié l'accord en profondeur – bien que, désormais, 75% de la valeur des voitures doivent être fabriqués en Amérique du Nord, et 45% des voitures par des ouvriers payés plus de 16 dollars de l'heure, ce qui avantage les usines nord-américaines, où le salaire moyen est plus élevé⁹⁵. Néanmoins, cette perspective de changement de l'environnement économique a tout de même créé l'incertitude. Celle-ci a dissuadé les acteurs économiques étrangers et nationaux d'investir dans l'économie mexicaine, et est responsable de la faible croissance de 2018, notamment⁹⁶. De plus, le discours nationaliste et xénophobe du président des Etats-Unis ainsi que ses politiques protectionnistes ont mis à mal les relations pourtant stables sous Obama.

A partir de 1996, le Mexique connaît une « asiatisation »⁹⁷ de ses échanges, qui s'accroît à partir de l'entrée de la Chine dans l'OMC en 2001. Bien plus que les exportations, ce sont surtout les importations qui se diversifient et quittent le giron américain. Suite à cette stratégie ayant pour but la diversification des partenaires en dehors de l'ALENA⁹⁸, les Etats-Unis, qui représentaient en 2001 67,8% des importations du Mexique, voient ce pourcentage réduit à 44% en 2019. Les exportations vers les Etats-Unis connaissent quant à elles une baisse de régime permanente depuis 2000, quoique lente. Elles conservent néanmoins une importance majeure pour le Mexique, représentant 76% de ses exportations totales en 2019, contre 86% en 2001. La Chine, elle, est devenue en quelques années le second partenaire de Mexico, en très large majorité grâce aux produits qu'elle y exporte, et qui représentent 17,7% des importations totales du Mexique en 2019 contre à peine 2% en 2001.

Impact de la pénétration chinoise

Qu'il s'agisse de la perte des parts de marché mexicaines aux USA ou des parts de marché américaines au Mexique, on trouve derrière ces deux phénomènes la même cause : l'augmentation des parts de marché chinoises⁹⁹. Si l'usage d'un article datant de 2013 peut surprendre, la dynamique à l'œuvre n'a cependant pas changé. Dès lors, la pertinence de son utilisation non plus.

⁹⁵ *Ibid.*

⁹⁶ J. G. CASTAÑEDA et A. PROENZA, « Le Mexique et les États-Unis », *op. cit.*, pp. 143-144.

⁹⁷ J.J. RAMÍREZ BONILLA et F.J. HARO NAVEJAS, « Mexico-China relations in a new era of regional integration », *op. cit.*, p. 203. Le terme « Asianization » a été traduit.

⁹⁸ M. MUFFAT-JEANDET, *Essai sur l'intensification des relations économiques entre la Chine et l'Amérique latine et les Caraïbes. Internationalisation des firmes chinoises, déterminants et modalités de leurs investissements directs au Mexique*, Economies et finances, Paris, Sorbonne Paris Cité, 2019., p. 124.

⁹⁹ E.D. PETERS et K.P. GALLAGHER, « NAFTA's uninvited guest: China and the disintegration of North American trade », *CEPAL Review*, 2013, n° 110, pp. 83-108., p. 106.

Il faut néanmoins pointer l'inversion de cette dynamique de croissance des échanges Chine-USA qui a connu une régression en 2019, sans que l'on puisse dire s'il s'agit d'une tendance durable.

Avec cette soudaine et vive croissance des importations chinoises, c'est le secteur manufacturier mexicain qui ralentit. A cela, il faut ajouter la concurrence chinoise à laquelle font face les produits manufacturés mexicains aux Etats-Unis, ce qui encourage d'autant moins le secteur¹⁰⁰. La Chine a non seulement une offre exportatrice similaire à celle du Mexique, propose aussi une main d'œuvre à coûts faibles, et est en plus soutenue par une politique publique de promotion des exportations¹⁰¹.

De plus, les relations économiques USA-Mexique ont été altérées au niveau structurel par ce nouvel acteur. Au sein de l'ALENA, le Mexique s'est spécialisé dans la production et l'exportation de biens manufacturés en lieu et place de son ancienne structure commerciale basée sur le pétrole et les matières premières¹⁰². Pour ce faire, le schéma était le suivant : des biens intermédiaires et des capitaux étaient importés depuis les Etats-Unis par des entreprises mexicaines qui produisaient grâce à cela un maximum de biens manufacturés avant de réexporter ces mêmes biens intermédiaires et capitaux en Amérique du Nord. Une fois le processus d'asiatisation lancé, les produits américains importés ont progressivement été remplacés par des équivalents asiatiques, surtout chinois. Les exportations vers les Etats-Unis se sont concentrées plus fortement sur les biens intermédiaires, construits à base de produits chinois, brisant le cercle vertueux de leurs échanges.

Par ailleurs, les produits chinois importés sont autant de produits que les acteurs économiques mexicains ne produiront pas eux-mêmes, et cela limite la création de valeur ajoutée aux nouveaux produits manufacturés fabriqués au Mexique. La conséquence de ceci est que le surplus commercial des échanges commerciaux avec l'Amérique du Nord est transféré à la Chine. Attendu que la Chine

¹⁰⁰ J.J. RAMÍREZ BONILLA et F.J. HARO NAVEJAS, « Mexico-China relations in a new era of regional integration », *op. cit.*, pp. 200, 217.

¹⁰¹ M. MUFFAT-JEANDET, *Essai sur l'intensification des relations économiques entre la Chine et l'Amérique latine et les Caraïbes. Internationalisation des firmes chinoises, déterminants et modalités de leurs investissements directs au Mexique*, *op. cit.*, p. 127.

¹⁰² J.J. RAMÍREZ BONILLA et F.J. HARO NAVEJAS, « Mexico-China relations in a new era of regional integration », *op. cit.*, p. 216.

est à la fois un de ses plus importants partenaires et son principal concurrent aux Etats-Unis, le modèle économique d'importer pour exporter sur lequel se base le Mexique est en danger¹⁰³.

Bilan sur les dépendances

En dépit de ces facteurs négatifs pour les exportations mexicaines aux Etats-Unis, ces dernières connaissent une croissance stable en termes de valeurs absolues, tandis que leur importance vis-à-vis des importations américaines reste stable et croît même en 2019, après que Washington se soit désintéressé des produits chinois.

Si l'importance des Etats-Unis vis-à-vis du Mexique a été réduite, on peut cependant arguer que ce n'est pas toujours dû à la stratégie de ce dernier. La stratégie de diversification des importations lancée vers la fin des années 1990 par le Mexique a effectivement rencontré un certain succès en diluant la dépendance envers les produits américains, sans pour autant créer une nouvelle relation de dépendance comparable à celle que le Mexique tentait de maîtriser. Cependant, les importations chinoises, bien que limitée, ont tout de même porté atteinte au cercle vertueux des échanges intra-industriels USA-Mexique. En outre, si le Mexique subit un déclin relatif dans son importance vis-à-vis de ses exportations en Amérique, cela est surtout dû à la concurrence chinoise plutôt qu'à une politique publique encourageant la diversification des exportations.

Le Mexique reste donc solidement harnaché à son voisin du nord, mais les dangers de sa relation avec la Chine, dont les échanges ne font que croître, nécessitent une réponse stratégique.

Cela étant, malgré les rapports conflictuels qu'ont pu entretenir le Mexique et la Chine, une volonté de rééquilibrer la relation a fait son chemin depuis l'arrivée de l'ancien président Enrique Peña Nieto (2012-2018) et de Xi Jinping. Les deux hommes d'Etat ont fait montre de convergences stratégiques et politiques, mais les projets d'investissements censés permettre l'arrivée d'IDE chinois se sont soldés par un échec¹⁰⁴.

L'arrivée d'un président ouvertement de gauche au Mexique en la personne de Andres Manuel Lopez Obrador, une première depuis plus de 70 ans, est également une donnée à prendre en

¹⁰³ *Ibid.*, pp. 205-208.

¹⁰⁴ M. MUFFAT-JEANDET, *Essai sur l'intensification des relations économiques entre la Chine et l'Amérique latine et les Caraïbes. Internationalisation des firmes chinoises, déterminants et modalités de leurs investissements directs au Mexique*, op. cit., pp. 124-125.

compte¹⁰⁵. Plus au nord, et en dépit de l'état actuellement préoccupant des relations bilatérales USA-Mexique, un nouveau président vient d'être élu. A ce titre, Joe Biden s'est déjà entretenu avec son homologue mexicain par téléphone, quelques semaines seulement après son élection¹⁰⁶. Il n'est donc pas interdit d'y voir une volonté de surmonter les écueils laissés par son prédécesseur.

Partie 4 : Conclusion

Dresser un bilan complet des relations qu'entretiennent le Mexique, les Etats-Unis et la Chine ainsi que de leurs évolutions est une tâche ardue, qui nécessiterait un travail bien plus conséquent et un espace d'écriture plus large.

Le but plus humble de ce travail était de rendre compte de la dépendance qui unissait l'Amérique latine aux Etats-Unis, au travers de l'étude de cas du Mexique, et de constater l'impact qu'avait eu, ou non, la pénétration chinoise sur ce lien.

Le portrait des deux relations bilatérales dressé au début du travail souligne l'importance dont jouissaient les USA sur le sous-continent, et le droit auto-attribué dont ils faisaient usage pour s'immiscer dans les affaires internes de leurs voisins du sud. Que ces ingérences aient eu des retombées positives ou négatives importe en réalité assez peu ; l'important étant qu'elles servaient toujours l'intérêt national des Etats-Unis, qui souhaitaient s'entourer de partenaires stables, tant au niveau économique que politique.

L'arrivée de l'Union européenne, dans un premier temps, puis de la Chine dans un second temps, ouvre le champ des possibilités stratégiques pour la région. Dans le but de conserver un maximum de souveraineté, les Etats latino-américains vont donc faire usage de la mécanique de *soft balancing* décrite par Sebastian Santander, soit l'usage de politiques pour contrebalancer l'emprise des différents acteurs souhaitant exercer une influence sur leur territoire. C'est le cas du Mexique lorsqu'a lieu la diversification de ses échanges dans la seconde moitié des années 1990 et surtout avec l'arrivée de la Chine dans l'OMC en 2001. Par ce moyen, Mexico entend réduire l'influence

¹⁰⁵ COURRIER INTERNATIONAL, « Andrés Manuel López Obrador », *Courrier international*, 29 août 2019, disponible sur <https://www.courrierinternational.com/sujet/andres-manuel-lopez-obrador> (Consulté le 4 janvier 2021).

¹⁰⁶ AFP, « Joe Biden et le président Mexicain Obrador s'entretiennent et parlent migrations », *Le Soir Plus*, 20 décembre 2020, disponible sur <https://www.lesoir.be/344715/article/2020-12-20/joe-biden-et-le-president-mexicain-obrador-sentretiennent-et-parlent-migrations> (Consulté le 20 décembre 2020).

qu'exercent les Etats-Unis sur son économie, laquelle a vécu plusieurs ralentissements lors de crises états-uniennes.

La Chine est un acteur clé de cette diversification. Elle s'attire les sympathies par sa rhétorique basée sur le respect de la souveraineté, et ses principes de développement pacifique. Ses échanges avec le Mexique explosent, mais on observe rapidement un déséquilibre entre les exportations chinoises au Mexique, très nombreuses et comptant de nombreux produits à forte valeur ajoutée, et les exportations mexicaines en Chine, faibles et concentrées sur des matières premières. Le Mexique souffre d'un déficit commercial sans pareil.

Dès lors, peut-on dire que le Mexique a réduit sa dépendance vis-à-vis des Etats-Unis ? Oui. C'est indéniable, la place qu'occupait Washington au niveau des importations mexicaines a connu une sévère chute depuis l'arrivée de la Chine dans l'OMC. Quoique plus timide, les Etats-Unis voient également leur poids diminuer en tant que cible des exportations mexicaines. Pour expliquer ce recul, l'influence chinoise est moins évidente.

La question désormais est surtout de savoir si cette distanciation vis-à-vis des USA en tant que partenaire commercial n'a pas été comblée par l'arrivée d'une nouvelle relation toute aussi écrasante pour l'économie mexicaine. L'asymétrie de la relation sino-mexicaine et la concurrence que les deux Etats se livrent sur le marché mexicain mais également sur le marché nord-américain tendent à prouver qu'il ne s'agit pas, pour le Mexique, de la relation win-win promue par la Chine.

Par ailleurs, si les liens entre les Etats-Unis et le Mexique n'ont que rarement été aussi tendus, l'arrivée de Joe Biden pourrait changer la donne.

Bibliographie

OUVRAGES

ARON, R., *Paix et guerre entre les nations*, Paris, Calmann-Lévy, Paris, 1984, 794 p.

BARSHIEFSKY, C., SWEIG E., J. et HILL T., J., *U.S.-Latin America Relations: A New Direction for a New Reality*, Council on Foreign Relations, Washington, 2008.

BONILLA, A. et MILET, P. (éds.), *Latin America, the Caribbean and China: sub-regional strategic scenarios*, San José, FLASCO, 2015.

CARIBE, C.E. para A.L. y el, *Primer Foro de la Comunidad de Estados Latinoamericanos y Caribeños (CELAC) y China: explorando espacios de cooperación en comercio e inversión*, s.l., CEPAL, 1 janvier 2015, disponible sur <https://www.cepal.org/es/publicaciones/37577-primer-foro-la-comunidad-estados-latinoamericanos-caribenos-celac-china> (Consulté le 28 septembre 2020).

WINTGENS, S. et ZACHARIE, A., *La coopération Sud-Sud : le cas de la Chine en Afrique et en Amérique latine*, s.l., Editions Au Bord de l'Eau, septembre 2016, pp. 157-173, disponible sur <http://hdl.handle.net/2013/> (Consulté le 24 septembre 2020).

MUFFAT-JEANDET, M., *Essai sur l'intensification des relations économiques entre la Chine et l'Amérique latine et les Caraïbes. Internationalisation des firmes chinoises, déterminants et modalités de leurs investissements directs au Mexique*, Economies et finances, Paris, Sorbonne Paris Cité, 2019.

ARÈS, M., DEBLOCK, C. et LIN, T.-S., « La Chine et l'Amérique latine : le grand chambardement ? », *Revue Tiers Monde*, 2011, n° 4, pp. 65-82.

BONILLA, A. et MILET, P., « China's impact on the international relations of Latin America and the Caribbean », in *Latin America, the Caribbean and China: sub-regional strategic scenarios*, San José, FLASCO, 2015, pp. 9-18.

ELLIS, R.E., « La stratégie des États-Unis pour l'Amérique latine et les Caraïbes », 2017, p. 23.

FARNSWORTH, E., « The New Mercantilism: China's Emerging Role in the Americas », *Current History*, février 2011, vol. 110, n° 733, pp. 56-61.

GARCÍA, J.G., COTA, J.E.M. et JUANJUAN, Z., « The impact of China on Mexico-USA Relations: Economic Evolution and Strategic Possibilities », *Análisis Económico*, 2015, vol. 30, n° 75, pp. 29-43.

G. CASTAÑEDA, J. et PROENZA, A., « Le Mexique et les États-Unis », *Pouvoirs*, 2019, n° 4, p. 141.

GILPIN, R., « Three Models of the Future », *International Organization*, 1975, vol. 29, n° 1, pp. 37-60.

GIPOULOUX, F., « Chine : L'ouverture à l'étranger », *Tiers-Monde*, 1986, vol. 27, n° 108, pp. 825-841.

LAFARGUE, F., « La tentation de Pékin », *Outre-Terre*, 2015, n° 2, pp. 382-392.

MAIN, A. et AZZOUQ, M., « L'Amérique latine est-elle toujours l'« arrière-cour » des États-Unis ? », *Revue internationale et stratégique*, octobre 2018, n° 3, pp. 115-124.

MONTOYA, M.A., LEMUS, D. et KALTENECKER, E., « The Geopolitical Factor of Belt and Road Initiative in Latin America: The cases of Brazil and Mexico », *Latin American Journal of Trade Policy*, 2019, n° 5, pp. 6-21.

MÜLLER, G.G. *et al.*, « The EU-Latin American Strategic Partnership: state of play and ways forward », s.d., p. 89.

NARDON, L., « L'Amérique latine en a-t-elle fini avec la doctrine Monroe ? », in *Ramses 2020 - Un monde sans boussole ?*, Dunod/IFRI, Paris, 2019, pp. 94-99.

PETERS, E.D., « Relations Between Latin America and the Caribbean and Chine. Trade and Strategic Relations in a World in Transition », in *Latin America, the Caribbean and China: sub-regional strategic scenarios*, FLACSO, San José, 2015, pp. 21-49.

PETERS, E.D. et GALLAGHER, K.P., « NAFTA's uninvited guest: China and the disintegration of North American trade », *CEPAL Review*, 2013, n° 110, pp. 83-108.

RAMÍREZ BONILLA, J.J. et HARO NAVEJAS, F.J., « Mexico-China relations in a new era of regional integration », in *Latin America, the Caribbean and China: sub-regional strategic scenarios*, FLACSO, San José, 2015, pp. 191-237.

SANDI MEZA, V., « Latin America – China relations in a world in transition : A case study of Central America », in *Latin America, the Caribbean and China: sub-regional strategic scenarios*, FLACSO, San José, 2015, pp. 143-156.

SANTANDER, S., « Vers un accord d'association de libre-échange interrégional UE/Mercosur : mirage ou réalité ? », in *Génération TAFTA. Les nouveaux partenariats de la mondialisation*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2018, pp. 119-131.

SANTANDER, S., « The Atlantic Triangle in the era of China's rising power in Latin America », in *China and the EU in the Era of Regional and Interregional Cooperation. The Belt and Road initiative in a comparative perspective*, Enjeux internationaux/International Issues, Bruxelles, Peter Lang, 2020, pp. 239-256.

VAGNOUX, I., « Les États-Unis et l'Amérique du Sud : des voisins distants », *Politique étrangère*, 2013, n° 4, pp. 65-76.

WINTGENS, S., « La stratégie chinoise en Amérique latine : entre coopération et hégémonie. Le cas du Brésil », *Revue de la Faculté de Droit de l'Université de Liège*, septembre 2014, vol. 59, n° 2, disponible sur <https://orbi.uliege.be/handle/2268/172848> (Consulté le 5 novembre 2020).

WINTGENS, S., « Chine-Amérique latine et Caraïbes : Un défi normatif pour l'Union européenne ? », *Politique européenne*, septembre 2018, n° 2, pp. 134-173.

WISE, C. et CHONN CHING, V., « Conceptualizing China–Latin America relations in the twenty-first century: the boom, the bust, and the aftermath », *The Pacific Review*, septembre 2018, vol. 31, n° 5, pp. 553-572.

AFP, « Joe Biden et le président Mexicain Obrador s'entretiennent et parlent migrations », *Le Soir Plus*, 20 décembre 2020, disponible sur <https://www.lesoir.be/344715/article/2020-12-20/joe-biden-et-le-president-mexicain-obrador-sentretiennent-et-parlent-migrations> (Consulté le 20 décembre 2020).

« China-Latin American and Caribbean Countries Cooperation Plan (2015-2019) », *China-CELAC Forum*, 23 janvier 2015, disponible sur http://www.chinacelacforum.org/eng/zywj_3/t1230944.htm (Consulté le 25 septembre 2020).

« Secretary of State Rex Tillerson – On U.S. Engagement in the Western Hemisphere », *U.S. Embassy in Cuba*, 2 février 2018, disponible sur <https://cu.usembassy.gov/secretary-state-rex-tillerson-u-s-engagement-western-hemisphere/> (Consulté le 30 décembre 2020).

« China's Initiation of the Five Principles of Peaceful Co-Existence », s.d., disponible sur https://www.fmprc.gov.cn/mfa_eng/ziliao_665539/3602_665543/3604_665547/t18053.shtml (Consulté le 28 décembre 2020).

« White Paper 2010 - Ministry of National Defense », s.d., disponible sur http://eng.mod.gov.cn/publications/2017-04/11/content_4778206.htm (Consulté le 10 novembre 2020).

« EUROCLIMA+: Combatting climate change in Latin America | Capacity4dev », s.d., disponible sur </capacity4dev/articles/euroclima-combatting-climate-change-latin-america> (Consulté le 7 décembre 2020).

« Mercosur - Trade - European Commission », s.d., disponible sur <https://ec.europa.eu/trade/policy/countries-and-regions/regions/mercosur/> (Consulté le 13 décembre 2020).

« Trade Map - Trade statistics for international business development », s.d., disponible sur <https://www.trademap.org/Index.aspx> (Consulté le 18 décembre 2020).

COURRIER INTERNATIONAL, « Andrés Manuel López Obrador », *Courrier international*, 29 août 2019, disponible sur <https://www.courrierinternational.com/sujet/andres-manuel-lopez-obrador> (Consulté le 4 janvier 2021).